

Table des Matières

Informations sommaies sur la Compagnie	2 – 4
Le Conseil d'Administration	5
Convocation de la 18ème Assemblée Générale Annuelle	6
Quinzième Rapport Annuel de la ZEP-RE	7
Rapport du Président du Conseil d'Administration	8 – 12
Rapport du Conseil d'Administration	13 – 15
Rappel des Responsabilités des Administrateurs	16
Rapport des Auditeurs Externes aux Administrateurs	17
Comptes Financiers:	
Compte des Pertes et Profits	18
Bilan	19
Comptes des Variations des Fonds Propres	20
Etat de Variation du Flux de la Trésorerie	21
Procédures Comptables en vigueur	22 – 28
Annexes aux Etats Financiers	29 – 52
Informations Supplémentaires:	
Compte de Résultat	Annexe I - 53
Capital Social entièrement libéré et droits de vote	Annexe II - 54

Informations Générales sur la Compagnie

DIRECTION GENERALE

M. Rajnikant Varia- Directeur Général

Mme Hope Murera - Directrice de l'Administration Générale

DIRECTION GENERALE

Nairobi, Kenya

ZEP-RE Place

Longonot Road, Upper Hill

B. P. 42769 – 00100

Nairobi

Téléphone +254 20 2738221

Fax +254 20 2738444

Email: mail@zep-re.com

Site Internet: www.zep-re.com

BUREAUX REGIONAUX:

Khartoum, Soudan

Reinsurance House Building

B.P. 3224

Khartoum, Soudan

Telephone: +249 183 799357/8

Fax: +249 183 799359

Email: zep-re@sudanmail.net

Lusaka, Zambie

Rez-de-chaussée, Africa Life House

Carrefour de Nasser et Ituma Roads

B.P. 36966

Lusaka, Zambie

Téléphone: +260 211 252586

Fax: +260 211 251227

Email: email@zep-re.com.zm

Douala, Cameroun

Immeuble OAA, 2^{ème} Etage

Avenue Charles De Gaulle

B.P. 300, Bonanjo

Douala

Téléphone: +237 33 47265

Fax: +237 33 420472

AUDITEURS

Deloitte & Touche

Experts Comptables

"Kirungii", Ring Road, Westlands

B.P. 40092 – 00100

Nairobi

BANQUES DOMICILIATAIRES:

Barclays Bank of Kenya Limited

Barclays Plaza, Loita Street Branch

B.P. 47278 - 00200

Nairobi, Kenya

Barclays Bank of Zambia Limited

Longachres Branch

B.P. 50347

Lusaka, Zambia

Kenya Commercial Bank Limited

University Way Branch

B.P. 7206 - 00300

Nairobi, Kenya

Lloyds TSB Bank PLC

Business Banking Service Center

113 – 116 Leadenhall Street

London, EC3A 4AX

Grande Bretagne

PTA Bank

Bishops Road

B. P. 48596 - 00100

Nairobi, Kenya

SCB Cameroun

530, Rue du Roi George

B. P. 300 Douala

Cameroun, Douala

Sudanese French Bank

B.P. 2775

Khartoum, Soudan

Informations Générales sur la Compagnie (Suite)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

KENYA

S.E. Peter Kenneth, Député Vice-Ministre Ministère de la Planification et de la Vision 2030 Kenya	- Administrateur (Président)
M. Tusher Shah Directeur Général Mayfair Insurance Company Kenya	- Administrateur Suppléant
Mme Eunice Mbogo Directrice Générale Kenya Reinsurance Corporation Kenya	- Administratrice
M. Kulova Wanjala Directeur Général Blue Shield Insurance Company Kenya	- Administrateur Suppléant

TANZANIE

Mme. Margaret T Ikongo Directrice Générale National Insurance Corporation of Tanzania Tanzanie	- Administratrice (Vice-présidente)
M. Iddi K Haji Directeur Général Zanzibar Insurance Corporation Tanzanie	- Administrateur Suppléant
M. William Erio Directeur Général Parastatal Pensions Fund (PPF) Tanzanie	- Administrateur
M. Hosea Kashimba Contrôleur de Gestion Parastatal Pensions Fund (PPF) Tanzanie	- Administrateur Suppléant

ZAMBIA

Mme Irene M. Muyenga Directrice Générale Zambia State Insurance Corporation Zambie	- Administratrice
M. Chris M Mapipo Agent Comptable Pensions and Insurance Authority (Caisse de Prévoyance Sociale) Zambie	- Administrateur Suppléant

Informations Générales sur la Compagnie (Suite)

CONSEIL D'ADMINISTRATION (SUITE)

SOUDAN

Mme Amna A. Mohammed - Administratrice
Directrice Générale
The Insurance Supervisory Authority
Soudan

Mme Shamoum M. A. Alamin - Administratrice Suppléante
Directrice Générale Adjointe
The Insurance Supervisory Authority
Soudan

DJIBOUTI

M. Aden Saleh - Administrateur
Inspecteur Général des Assurances
Ministère des Finances
Djibouti

M. Mohammed Seyadou - Administrateur Suppléant
Inspecteur Général Adjoint des Assurances
Ministère des Finances
Djibouti

RWANDA

Mme. Marie Claire Mukasine - Administratrice
Directrice Générale
Société Nouvelle d'Assurances du Rwanda
Rwanda

M. Corneille Karekezi - Administrateur Suppléant
Directeur Général Adjoint
Société Nouvelle d'Assurances du Rwanda
Rwanda

MOZAMBIQUE

M. Venancio Mondlane - Administrateur
Président
Empresa Mocambicana de Seguros,
SARL (EMOSE)
Mozambique

M. Cesar Bento Madivadua - Administrateur Suppléant
Directeur Général
Empresa Mocambicana de Seguros,
SARL (EMOSE)
Mozambique

PTA BANK

Dr. Michael Gondwe - Administrateur
Président
PTA Bank
Kenya

M. James M. Kabuga - Administrateur Suppléant
Fondé de Pouvoirs Principal
Département du et des Sociétés
PTA Bank
Kenya

Le Conseil d'Administration



S.E. Peter Kenneth M.P.
Président



Mme. Margaret T. Ikongo
Vice-Présidente



M. Aden Saleh Omar
Administrateur



Mme. Irene M. Muyenga
Administrateur



M. William Erio
Administrateur



Dr. Michael Gondwe
Administrateur



M. Venancio Mondlane
Administrateur



Mme. Marie Claire Mukasine
Administrateur



Mme. Eunice Mbogo
Administrateur



Mme. Amna Mohammed
Administrateur

La Direction Générale



M. Rajni Varia
Directeur Général



Mme. Hope Murera
Directrice de
l'Administration Générale

Convocation de la 18ème Assemblée Générale Annuelle

IL EST PORTE A LA CONNAISSANCE DES ACTIONNAIRES que la 18ème Assemblée Générale Annuelle de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company) se tiendra à Kampala, le mardi, 19 mai 2009, à 9 heures locales.

Lieu de réunion
Kampala, Ouganda

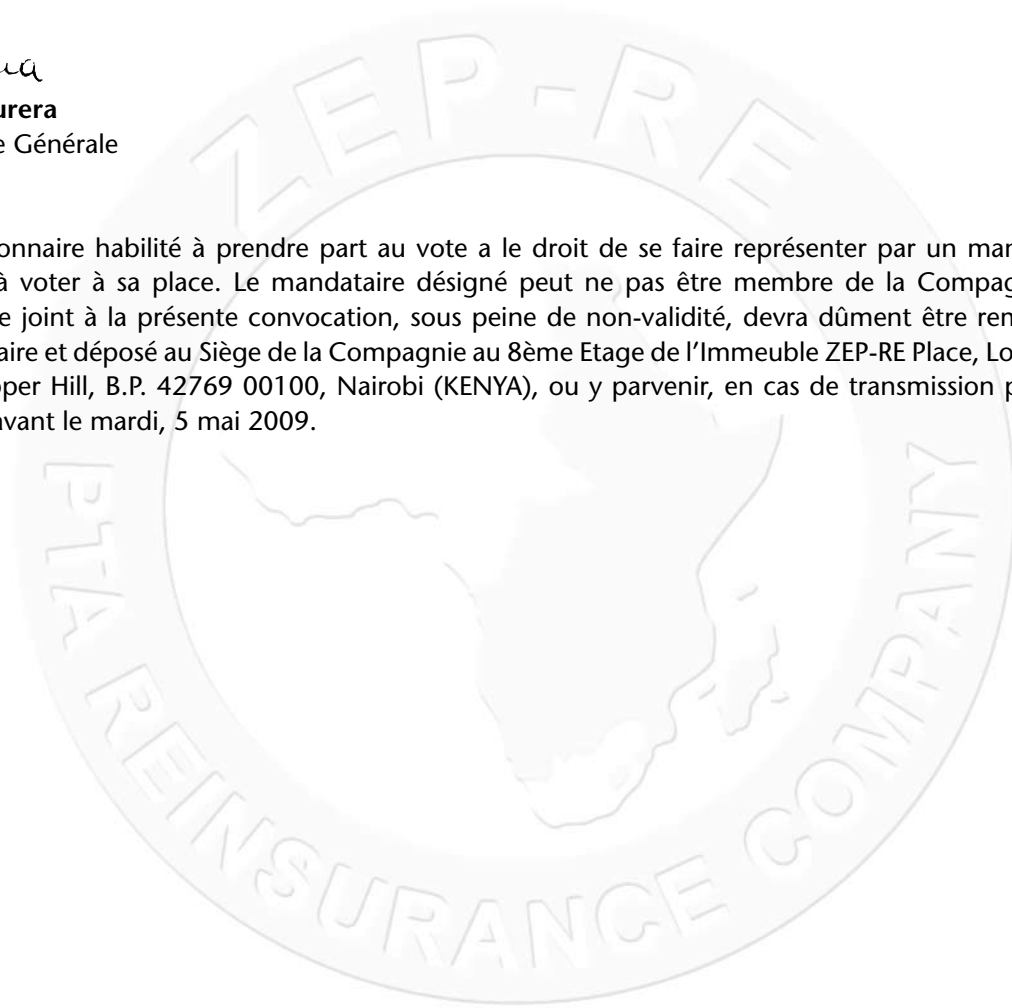
PAR ORDRE DU CONSEIL



Hope Murera
Secrétaire Générale

N.B.

Tout actionnaire habilité à prendre part au vote a le droit de se faire représenter par un mandataire autorisé à voter à sa place. Le mandataire désigné peut ne pas être membre de la Compagnie. Le formulaire joint à la présente convocation, sous peine de non-validité, devra dûment être rempli par l'Actionnaire et déposé au Siège de la Compagnie au 8ème Etage de l'Immeuble ZEP-RE Place, Longonot Road, Upper Hill, B.P. 42769 00100, Nairobi (KENYA), ou y parvenir, en cas de transmission par voie postale, avant le mardi, 5 mai 2009.



Quinzième Rapport Annuel de la ZEP-RE

Conformément aux dispositions de l'alinéa (f) de l'Article 12 de l'Accord portant création de la ZEP-RE (PTA-Reinsurance Company), j'ai, au nom du Conseil d'Administration, l'honneur de soumettre à votre appréciation, le 15ème Rapport d'Exercice et les Comptes Révisés de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company) au titre des douze (12) mois de l'exercice clôturé au 31 décembre 2008.

Nous vous prions, Excellences, d'agréer l'assurance de notre très haute considération.



Peter Kenneth, MP

Le Président du Conseil d'Administration



Rapport du Président du Conseil d'Administration



Avant-propos

Je me réjouis, au nom du Conseil d'Administration, de vous présenter le Rapport Annuel et les Comptes Financiers de la ZEP-RE au titre de l'exercice clôturé le 31 décembre 2008.

Environnement Economique

L'année 2008 a été un pari difficile pour les activités de la Compagnie.

C'est dans un climat d'agitation politique d'une ampleur rarement égalée que s'est ouverte l'année 2008 au Kenya, le plus grand marché d'assurances et de réassurances de la PTA Reinsurance Company. L'impasse post-électorale qui a secoué le pays tout entier a eu des répercussions extrêmement graves sur la performance économique du Kenya au cours du premier trimestre de l'exercice écoulé, donnant ainsi lieu à la révision à la

baisse de nos projections du premier trimestre de l'exercice. La Compagnie a néanmoins amorcé un redressement substantiel au fur et à mesure que l'année avançait. Par ailleurs, le programme de diversification des marchés à travers lequel la Compagnie s'est lancée dans la conquête de nouveaux débouchés en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe a permis à la ZEP-RE d'amortir les effets de contreperformance résultant du ralentissement des activités dans son principal marché d'assurances au courant des trois premiers trimestres de 2008.

Durant la fin de l'année 2008, l'économie mondiale s'est littéralement affalée des suites de l'effondrement du marché des prêts hypothécaires aux Etats Unis, de la chute libre du marché de l'immobilier dans d'autres économies des pays industrialisés et du phénomène du resserrement du crédit à l'échelle mondiale. L'effet immédiat de cette inversion de la croissance économique s'est ressenti par la dépréciation des monnaies régionales et le déclin de la base des taux d'intérêt pour certaines des devises fortes. Même si la crise financière mondiale a toutefois eu une influence moins dévastatrice sur la croissance globale des économies de l'Afrique subsaharienne, essentiellement en raison de la faible intégration de l'Afrique dans le reste de l'économie mondiale, les perspectives de croissance de l'Afrique Subsaharienne autorisent de prédire, pour les années à venir, un ralentissement de la croissance de 10% à 3%, en prévision du ralentissement des investissements étrangers directs, des rapatriements de fonds émanant des Africains de la diaspora, de la diminution de l'aide étrangère et des demandes pressantes relatives au remboursement de la dette.

La Compagnie est toutefois parvenue à maintenir ses objectifs de croissance en 2008 et son programme de diversification de ses activités est désormais bien ancré avec l'ouverture des Bureaux Régionaux à Lusaka en Zambie et à Douala au Cameroun qui a permis d'augmenter le volume de souscription de contrats dans ces pays respectifs.

Contrat du Directeur Général

L'Assemblée Générale a décidé, au courant de l'année, de renouveler le contrat du Directeur Général de la Compagnie pour un nouveau mandat de cinq (5) ans.

Principaux Aspects des Résultats d'Exploitation de la Compagnie

I. Souscription de Primes

Le montant des primes souscrites par la Compagnie au titre de l'exercice 2008 a connu une augmentation de l'ordre de 21,3%, ce qui en chiffres se traduit par 45,99 millions de Dollars américains (US\$) en 2008.

II. Résultats de Souscription

Nonobstant la survenance de certains sinistres de moyenne envergure tels que ceux subis par Alaf en Tanzanie, Ashton en Tanzanie et Miranda au Mozambique, la Compagnie a tout de même réalisé en 2008 un bénéfice d'un montant de 4,19 millions de US\$, par rapport à 0,97 millions de US\$ en 2007. Le montant total des sinistres

Rapport du Président du Conseil d'Administration (suite)

survenus en 2008 était de 18,48 millions de US\$, contre 16,93 millions de US\$ en 2007.

III. Provision pour Sinistres Non réglés

Suite à une évaluation actuarielle des sinistres non réglés par la Compagnie, le montant des sinistres en attente de règlement, au titre de l'exercice 2008 a été à 14,49 millions de US \$ contre 12,53 millions de US\$ en 2007.

IV. Placements /Investissements

Les placements de la Compagnie sont passés de 41,36 millions en 2007 à 53,88 millions de US\$ en 2008. Le revenu de placement et de location est également passé de 3,23 millions de US\$ en 2007 à 3,95 millions de US\$ en 2008. Cette augmentation inférieure aux prévisions procède directement de la réduction des taux d'intérêt sur certains des placements opérés en devises fortes durant le premier semestre de l'exercice.

La Compagnie a toutefois réalisé une perte de 0,88 million de US\$ sur les placements cotés dans les marchés financiers, à la suite de la chute des valeurs mobilières à la Bourse de Nairobi au courant du deuxième semestre de 2008.

V. Résultat Net d'Exploitation

Le résultat net d'exploitation réalisé par la Compagnie au titre de l'exercice 2008 a été de 1,91 million de US\$ contre 5,26 millions de US\$ pour le compte du précédent exercice (2007). Cette réduction du résultat net d'exploitation de la Compagnie est consécutive aux pertes de conversion de devises qui ont coûté à la Compagnie 6,48 millions de US\$. Les pertes de change enregistrées au courant de cet exercice procèdent essentiellement du renforcement du Dollar Américain (qui est la monnaie de transaction des opérations commerciales de la Compagnie), par rapport aux autres devises fortes et aux monnaies locales utilisées dans les échanges intrarégionaux au cours du dernier trimestre de 2008.

Révision des Conditions d'Accès à l'Actionariat de la Compagnie et Restructuration du Capital Social

Les Actionnaires qui ont pris part aux travaux de la 17^{ème} Assemblée Générale Annuelle de la Compagnie ont approuvé le plan de restructuration de l'Actionariat et du Capital Social qui leur a été proposé. La restructuration approuvée par l'Assemblée Générale a entraîné un certain nombre de changements qui ont porté sur les aspects suivants:-

- L'élargissement des critères d'adhésion à l'actionariat de la Compagnie à travers l'autorisation de l'admission des organismes de développement international dans le capital social de la Compagnie.
- L'éclatement du titre de participation de la ZEP-RE en 1.364 actions d'une valeur nominale de 1 US\$ chacune,
- L'augmentation du capital-actions autorisé de la Compagnie qui est passé de 50.000.000 de US\$ à 100.000.000 de US\$ divisé en 100.00000 d'actions d'une valeur nominale de 1 \$ US,
- L'adoption des dispositions fixant le minimum de détention des titres de participation à 68.200 actions et du maximum de participation à 15% du total du capital social entièrement libéré,
- La révision des dispositions fixant la composition du Conseil d'Administration par la création d'au moins deux (2) postes d'actionnaires minoritaires au sein du Conseil d'Administration et
- L'adoption d'une nouvelle valeur de négociation des actions d'un montant de 2,11 US\$ par action

Deux Actionnaires de la Compagnie, Mayfair Insurance Company et SORAS (Société Rwandaise d'Assurances) ont bénéficié chacune, d'une allocation de 183 parts sociales et 266 parts sociales, respectivement.

Capitalisation des Dividendes et des Réserves

La 17^{ème} Assemblée Générale annuelle a également approuvé l'incorporation dans le capital social de la Compagnie des dividendes s'élevant à 750.000 US\$ et des réserves d'un montant de 9.852.399 US\$ respectivement. Répondant à l'appel de la 16^{ème} Assemblée Générale Annuelle, un certain nombre d'actionnaires ont effectué des versements en règlement du solde de leurs actions en circulation et en paiement de la fraction non appelée des actions qui leur avaient été attribuées.

Rapport du Président du Conseil d'Administration (suite)

L'opération de capitalisation ci-dessus et les versements effectués par les Actionnaires ont abouti à l'augmentation du capital entièrement libéré de la Compagnie qui est passé de 12,8 millions de US\$ en 2007 à 29,9 millions de US\$ en 2008.

Gouvernance de l'Entreprise

La ZEP-RE s'est engagée à adopter, en matière de gouvernance, les normes les plus élevées. La Compagnie met un point d'honneur à remettre régulièrement en question ses procédures, ses règlements, ses lois et ses structures, aux fins d'une meilleure rentabilisation de ses opérations, tant au niveau du Conseil d'Administration, des Comités du Conseil d'Administration que de l'ensemble de la Direction Générale, conformément aux principes de gouvernance en vigueur à l'échelle internationale.

Les aspects clés de notre approche en matière de gouvernance de l'entreprise se résument comme suit:-

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de la ZEP-RE est un organe unitaire composé de 10 membres non impliqués dans sa gestion quotidienne. Les rôles du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général de la Compagnie sont clairement définis et bien distincts. Le Conseil d'Administration de la ZEP-RE se réunit en sessions ordinaires au moins trois (3) fois par an et définit les orientations stratégiques de la Compagnie, analyse et examine ses résultats et prend les décisions administratives concrètes. La responsabilité de l'application de la stratégie et de la gestion quotidienne des activités est dévolue par le Conseil d'Administration au Directeur Général.

Le Conseil d'Administration est tenu de rendre compte des activités de la Compagnie aux Actionnaires

La Charte du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de la Compagnie est régi par une charte qui définit ses fonctions, ses obligations de rendre compte et ses responsabilités. La Charte prend en compte les compétences professionnelles et les qualités individuelles de chaque membre en vue de s'assurer que la participation effective de chaque Administrateur et la performance de l'ensemble du Conseil d'Administration sont en conformité avec les principes de l'indépendance de jugement, de l'éthique professionnelle et de l'intégrité que les Administrateurs en fonction sont appelés à observer.

La Direction Générale met à la disposition du Conseil d'Administration les informations appropriées et opportunes en vue de permettre aux Administrateurs d'exercer le contrôle global et effectif sur les questions en rapport avec la stratégie adoptée, les modalités de gestion et de fonctionnement en vigueur et les principes de conformité.

L'Évaluation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a par ailleurs adopté un Mécanisme d'Évaluation destiné à analyser la performance de ses membres, à rehausser le rendement de l'entreprise et à s'acquitter de ses responsabilités envers la Compagnie et ses partenaires.

Désignation des Membres du Conseil d'Administration

La désignation des membres du Conseil d'Administration a lieu tous les trois (3) ans, à travers une élection formelle et transparente à laquelle prennent part tous les actionnaires de la Compagnie. Chaque actionnaire a le droit d'investir les candidats aux postes d'Administrateur de pleins droits et d'Administrateur Suppléant. Tous les Actionnaires de la Compagnie participent, sur un même pied d'égalité, au vote et à la désignation des administrateurs en poste. Des élections partielles transparentes se tiennent également à mi-parcours de chaque mandature pour remplacer, le cas échéant, les administrateurs qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions.

L'élection partielle tenue au courant de l'exercice a vu l'élection de M. Tuhar Shah de Mayfair Insurance Company du Kenya au poste d'Administrateur Suppléant de l'Honorable Peter Kenneth. M. Tuhar Shah a remplacé à ce poste M. S.O. Nalo, ancien Secrétaire Général du Ministère du Commerce du Kenya.

Rapport du Président du Conseil d'Administration (suite)

Accès aux Ressources de la Compagnie

Pour s'acquitter pleinement de leurs tâches et assumer leurs responsabilités de manière effective, tous les Administrateurs de la Compagnie ont un droit de regard sur la gestion de la Compagnie et peuvent accéder aux informations toutes les fois que le besoin se fait sentir. Par le canal d'un mécanisme formel de communication, tous les Administrateurs sont tenus informés des derniers développements de la Compagnie, notamment des questions en rapport avec ses activités et l'industrie des assurances dans l'ensemble.

Les Comités du Conseil d'Administration

La Compagnie a créé trois (3) Comités, à savoir, le Comité de Vérification des Comptes, le Comité de Placements des Fonds et des Investissements, et le Comité des Ressources Humaines, chargés tous les trois de l'aider à s'acquitter de ses responsabilités. Tous les Comités du Conseil d'Administration sont assujettis à des Termes de Référence et rendent compte de leurs activités au Conseil d'Administration conformément au mandat qui leur est conféré. Tous les Administrateurs perçoivent des indemnités liées à leurs fonctions au sein du Comité.

- Le Comité chargé de la Vérification des Comptes
Le Comité de Vérification des Comptes comprend Mme Irene Muyenga (Présidente), Mme Margaret T. Ikongo et M. Aden Saleh Omar. Cet organe se réunit au moins deux (2) fois par an dans le cadre de ses activités de surveillance et discute avec la Direction Générale des procédures internes de contrôle de gestion et des questions financières dans l'ensemble. Le Contrôleur de Gestion de la Compagnie (l'auditeur interne) dont les fonctions sont assurées par un Consultant, et le Commissaire aux Comptes assistent également à ces réunions afin de s'assurer que l'indépendance des Comités n'est pas compromise. Les deux concernés (le contrôleur de gestion et le Commissaire aux Comptes) peuvent, à tout moment se concerter avec le Comité et son Président.
Le Comité de Vérification des Comptes joue le rôle d'organe consultatif du Conseil d'Administration qui bénéficie de son encadrement dans la sauvegarde des actifs de la Compagnie, dans la mise en place d'un mécanisme approprié de supervision et dans la gestion des risques pertinents auxquels la Compagnie est exposée.
- Le Comité du Conseil d'Administration chargé des Placements de Fonds et des Investissements se compose du Dr Michael Gondwe (Président), de Mme Eunice Mbogo et de M. William Erio. Le Comité se réunit au moins deux fois par an et se consulte régulièrement avec la Direction Générale de la Compagnie sur toutes les questions touchant les placements de fonds et les investissements, en vertu du mandat qui lui a été confié dans le cadre de son rôle de supervision.
- Le Comité des Ressources Humaines comprend comme membres Mme Amna Mohammed Ali (Présidente), Mme Marie Claire Mukasine et M. Venancio Mondlane. Le Comité se réunit au moins une fois par an et est chargé, dans le cadre de ses attributions, de la supervision, de la surveillance, de l'évaluation et de la soumission des propositions au Conseil d'Administration sur toutes les questions en rapport avec les ressources humaines.

Rémunération des Administrateurs

La rémunération versée aux administrateurs au titre des services rendus à la Compagnie au courant de l'exercice 2008 figure dans la note 32 afférente aux Etats Financiers.

Dispositif Interne de Contrôle de Gestion

Le Conseil reconnaît sa responsabilité globale dans la mise en place des procédures internes de contrôle de gestion de la Compagnie. Son rôle consiste également à examiner leur application effective. La Direction Générale est tenue de rendre compte au Conseil d'Administration du suivi de l'exécution de ces procédures et de le rassurer sur leur efficacité. La Direction Générale a mis en place un dispositif interne de contrôle de gestion dont la finalité est de veiller au déroulement harmonieux et efficace des opérations de la Compagnie. Le mécanisme interne de contrôle de gestion de la Compagnie a également vocation à prévenir et gérer les risques professionnels, fonctionnels, financiers auxquels la Compagnie est exposée et à garantir sa conformité aux principes de gestion adoptés en vue de lui permettre d'atteindre ses objectifs.

Rapport du Président du Conseil d'Administration (suite)

Le Comité chargé des Placements de Fonds et des Investissements se réunit régulièrement pour examiner toutes les politiques (mesures concrètes) adoptées en matière de placement des fonds.

Responsabilité sociale de la Compagnie

La PTA Reinsurance Company est une entreprise citoyenne. Elle a fait de cette valeur un principe auquel elle est régulièrement attachée. Au courant de l'année écoulée, la ZEP-RE s'était associée au programme de réduction de la pauvreté lancé par la Croix Rouge Kenyane en vue d'apporter assistance aux populations victimes des violences post électorales. La Compagnie a également intervenu dans le secteur de l'éducation. Elle a en effet apporté son concours aux enfants démunis à travers la rénovation du laboratoire d'informatique de l'Ecole Primaire de Farasi Lane, située dans la proche banlieue de Nairobi. Le Projet de Farasi Lane est une initiative relevant de la Responsabilité Sociale de la Compagnie, adoptée en 2005 et régulièrement financée par elle chaque année.

Notation de Solvabilité Financière par l'Agence AM Best

Dans le cadre de la notation de sa solvabilité financière, la Compagnie s'était référée, au courant de l'exercice, à l'Agence américaine AM Best, réputée au niveau international en matière de notation des entreprises du secteur des assurances. En matière de Solvabilité Financière la ZEP-RE est classée parmi les entreprises de la catégorie "B". Elle a également reçu la note "bb+" pour sa capacité financière d'émission et de couverture des garanties offertes à la clientèle. La bonne note attribuée à une entreprise dépend d'un certain nombre de paramètres. L'Agence AM Best reconnaît à la ZEP-RE certaines qualités managériales avérées. Parmi celles spécifiquement prises en compte par l'évaluateur figurent en bonne place l'application des politiques avisées en matière de souscription des risques et une gestion des sinistres caractérisée par une approche très prudente et attentive. C'est en raison de ces deux principaux facteurs que la Compagnie maintient un ratio de pertes inférieur à la moyenne de l'industrie régionale d'assurances, un programme de réassurance adéquat, un bon capital ajusté du risque, un programme de gestion des risques exécuté de manière rationnelle et des plans de croissance et d'expansion de la Compagnie pour les années à venir.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Peter Kenneth, MP
Le Président du Conseil d'Administration

Vendredi le 27 mars 2009

Rapport du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a l'honneur de présenter le rapport annuel de ses activités et les comptes apurés au titre de l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 qui reflètent la situation réelle des opérations de la Compagnie. Le présent Rapport a été élaboré conformément aux dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company).

PRINCIPALES ACTIVITES

La Compagnie réassure tous les risques souscrits dans les branches Vie et Risques Divers, en vertu des dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company). Les activités sont réparties selon les catégories de risques ci-après:

- ◇ Incendie et Accidents, (y compris les risques industriels, construction et automobile)
- ◇ Risques maritimes et aériens
- ◇ Assurance Vie

RESULTATS DE L'EXERCICE

Le bénéfice net réalisé par la Compagnie au titre de l'exercice s'élève à 1,91 millions de US\$ contre 5,30 millions de US\$ en 2007. Les principales rubriques des comptes financiers se présentent comme suit :

	2008 US\$	2007 US\$
Primes brutes	45.986.500	37.923.564
Revenu de placements et de location	3.949.150	3.226.220
Sinistres réglés	18.479.657	16.927.172
Frais nets de courtage	8.748.516	7.034.235
Frais de gestion	3.295.040	2.649.034
Bénéfice de souscription	4.187.864	971.686
Bénéfice net	1.910.269	5.255.989
Fonds de réserve et de réassurance	14.495.000	12.529.589
Fonds de primes non encourues	12.824.990	10.826.549
Actifs Nets	64.463.431	53.374.139
Capital social (Fonds propres)	31.322.584	23.390.814
Placements	53.878.088	41.358.918
Ratio des frais de gestion – Primes nettes	9,44%	9,56%
Ratio des pertes	53,0%	61,06%
	=====	=====

Le dividende proposé au titre de l'exercice 2008 est de 480.000 US\$. Le dividende recommandé et approuvé pour l'exercice 2007 a été de 750.000 US\$. Les Administrateurs ont recommandé l'approbation du dividende préconisé.

Rapport du Conseil d'Administration (suite)

REVENU DE SOUSCRIPTION

	2008 US\$	2007 US\$
Primes brutes	45.986.500	37.923.564
Primes rétrocédées	9.093.958	8.386.629
Revenu net de primes	36.892.542	29.536.935
Primes encaissées	34.894.101	27.720.240
Sinistres réglés	18.479.657	16.927.172
Frais nets de courtage	8.748.516	7.034.235
Impôts et taxes	183.024	138.115
Frais de gestion	3.295.040	2.649.034
Bénéfice de souscription	4.187.865	971.685
	=====	=====

REPARTITION DES PRIMES

(i) Répartition géographique

Région	2008		2007	
	Primes brutes US\$	%	Primes brutes US\$	%
COMESA	34.195.903	74,36	28.515.941	75,19
HORS – COMESA (AFRIQUE)	9.748.472	21,20	7.444.679	19,63
DIVERS	2.042.125	4,44	1.962.944	5,18
Total	45.986.500	100,00	37.923.564	100,00
	=====	=====	=====	=====

(ii) Répartition sectorielle (par branche d'assurance)

Branche d'assurance	2008		2007	
	Prime brute US\$	%	Prime brute US\$	%
Incendie et Accidents	33.491.705	72,83	28.797.171	75,94
Accidents maritimes et Aériens	4.957.210	10,78	5.253.077	13,85
Vie	7.537.585	16,39	3.873.316	10,21
Total	45.986.500	100,00	37.923.564	100,00
	=====	=====	=====	=====

Placements

Les placements et investissements opérés par la Compagnie sont passés de 41,36 millions de US\$ en 2007 à 53,89 millions de US\$ en 2008, soit une augmentation de 30,29 %.

Le revenu de placement est passé de 3.226.220 US\$ en 2007 à 3.949.150 US\$ en 2008, soit une augmentation de 22,40% essentiellement due à la baisse des taux d'intérêt des principales devises fortes au premier semestre de l'année, et à leur augmentation marginale au courant du deuxième semestre de l'exercice.

Rapport du Conseil d'Administration (suite)

Administrateurs

Les noms des Administrateurs en poste au courant de l'exercice 2008 figurent dans les pages 3, 4 et 5.

Administrateurs préposés au courant de l'exercice

M. Tusher Shah (Kenya) a été préposé le 14 juillet 2008.

Administrateurs dont les mandats ont été reconduits au courant de l'exercice

Ont été reconduits aux postes d'Administrateurs de la Compagnie à compter du 16 juillet 2008, les membres du Conseil suivants : Hon Peter Kenneth (Kenya), Mme. Eunice Mbogo (Kenya), M. Kulova Wanjala (Kenya), Mme. Margaret T Ikongo (Tanzanie), M. Iddi K Haji (Tanzanie), M. William Erio (Tanzanie), M. Hosea Kashimba (Tanzanie), Mme. Irene M Muyenga (Zambie), M. Chris M Mapipo (Zambie), Mme. Amna A Mohammed (Soudan), Mme Shamoum M A Alamin (Soudan), Mme. Marie Claire Mukasine (Rwanda), Dr. Michael Gondwe (PTA Bank) et M. James M Kabuga (PTA Bank) ont été reconduits le 14 juillet 2008.

Administrateurs admis à faire valoir leurs droits à la retraite au courant de l'exercice

M. David Nalo (Kenya) a été admis à faire valoir ses droits à la retraite en 2008

AUDITEURS

Le mandat du Cabinet d'Experts Comptables, Deloitte & Touche arrivé à terme a été reconduit pour une autre période de trois ans à compter de 2008, suite à une Résolution votée par l'Assemblée Générale.

Par ordre du Conseil d'Administration



La Secrétaire Générale de la Compagnie

Vendredi, le 27 mars 2009

Rappel des Responsabilités des Administrateurs

En vertu des dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE, les Administrateurs ont la responsabilité expresse d'élaborer les comptes de chaque exercice et de ressortir de manière claire et nette la situation des activités de la Compagnie à la fin de l'exercice ainsi que le résultat dudit exercice. A cet effet, aux termes dudit Article, il est demandé aux Administrateurs de veiller à ce que les documents comptables soient bien tenus et que ces derniers reflètent avec une exactitude indiscutable, et à n'importe quel moment, la situation financière de l'entreprise. Ils sont également responsables de la préservation des immobilisations.

Les Administrateurs sont responsables de l'élaboration et de la présentation objective des comptes financiers conformément aux Normes Internationales de Présentation des Rapports Financiers. Cette responsabilité englobe la conception, l'application et la préservation des procédures internes de vérification des comptes indispensables pour l'élaboration et la présentation objective des états financiers exempts des erreurs substantielles découlant, soit d'une fraude manifeste soit d'une erreur involontaire, le choix et l'application des procédures comptables appropriées, et l'estimation des données comptables acceptables au regard des circonstances.

Les Administrateurs assument par ailleurs la responsabilité des comptes financiers de l'exercice qui ont été élaborés conformément aux procédures comptables appropriées appuyées par des sondages et des estimations rationnels et avisés, conformément aux Normes Internationales de Présentation des Rapports Financiers et en vertu de l'Accord portant création de la ZEP-RE. Les Administrateurs estiment que les comptes financiers reflètent honnêtement la situation financière de la Compagnie et ses résultats d'exploitation. Ils reconnaissent par ailleurs leur responsabilité en matière de préservation des documents comptables auxquels l'on peut recourir lors de l'élaboration des comptes financiers, conformément aux procédures internes de vérification des comptes.

Rien, au regard de ce qui précède ne semble suggérer aux Administrateurs que la Compagnie ne maintiendra pas le niveau élevé de ses opérations d'ici les douze (12) prochains mois.



Peter Kenneth, Député
Président



Rajni Varia
Directeur Général

Vendredi, le 27 mars 2009

Rapport des Auditeurs aux Actionnaires de la ZEP-RE

Nous avons vérifié les comptes de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company) figurant dans les pages 18 à 52 qui englobent le bilan de la Compagnie à la date du 31 décembre 2008, le Compte des Résultats, le Compte des Variations des Fonds Propres et l'Etat de Variation du Flux de la Trésorerie au titre de l'exercice clôturé, ainsi que le résumé des principes comptables fondamentaux et des différentes notes explicatives. Nous avons obtenu, de la part de la Compagnie, tous les renseignements et explications que nous avons jugés nécessaires pour l'accomplissement de notre tâche.

Responsabilités respectives des Administrateurs et des Auditeurs

Les Administrateurs de la Compagnie sont responsables de l'élaboration et de la présentation objective des comptes financiers, conformément aux Normes Internationales de Présentation des Rapports Financiers et aux dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company). Cette responsabilité englobe la conception, l'application et le maintien des procédures internes de vérification des comptes indispensables pour l'élaboration et la présentation objective des états financiers exempts des erreurs substantielles découlant, soit d'une fraude manifeste, soit d'une erreur involontaire, le choix et l'application des procédures comptables, au regard des circonstances. Notre responsabilité se limite à l'expression d'une opinion indépendante sur les comptes en nous appuyant sur la vérification des écritures.

Base de notre avis

Nous avons procédé à la vérification des comptes conformément aux normes internationales en la matière. Ces normes exigent le respect de l'éthique professionnelle ainsi que la programmation et l'exécution du travail de manière à éviter absolument l'apparition, dans les comptes, des erreurs significatives.

La vérification des comptes comporte l'application des procédures comptables permettant d'obtenir une attestation de contrôle des comptes sur les montants et sur les divulgations de renseignements figurant dans les états financiers. Les procédures retenues se fondent sur notre jugement et prennent en compte une évaluation des risques d'erreurs substantielles découlant soit d'une fraude manifeste, soit d'une erreur involontaire. Lors de l'évaluation des risques, nous avons revu les mécanismes de vérification interne des comptes indispensables pour l'élaboration de l'ensemble des états financiers et leur présentation objective aux fins de conception des procédures de vérification des comptes en conformité avec les circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer notre avis sur l'efficacité des mécanismes de vérification interne des comptes de la Compagnie. Le contrôle des comptes comporte également l'évaluation de l'opportunité des méthodes de comptabilité adoptées et du bien-fondé des estimations comptables des Administrateurs, ainsi que l'évaluation de la présentation générale des comptes financiers.

Nous avons la certitude que le travail effectué par notre équipe d'auditeurs ressort, d'une manière raisonnable, la base de notre avis.

Notre avis

A notre avis, les états financiers ci-après présentent une perspective honnête et véritable de la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats d'exploitation et de la situation de la trésorerie à la clôture de l'exercice conformément aux Normes Internationales de Présentation des Rapports Financiers et aux dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company).



Deloitte & Touche
Cabinet d'Experts Comptables (Kenya)

Lundi, le 27 mars 2009

Compte des Pertes et Profits au titre de l'Exercice Clôturé

AU 31 DECEMBRE 2008

	Notes	2008 US\$	2007 US\$
Primes brutes souscrites	2	45.986.500	37.923.564
Moins primes de rétrocession		(9.093.958)	(8.386.629)
Primes nettes		36.892.542	29.536.935
Mouvement du fonds de primes non encourues	23	(1.998.441)	(1.816.695)
Primes encaissées		34.894.101	27.720.240
Revenu des placements/investissements	3	3.063.184	2.492.722
Revenus locatifs		885.966	733.498
Revenus divers	4	638.297	119.193
Revenus provenant des opérations de courtage		2.956.265	2.992.507
Revenus nets		42.437.813	34.058.160
Sinistres bruts réglés et en attente de règlement exigibles	5	21.604.311	19.976.995
Moins: les montants remboursables des rétrocessionnaires		(3.124.654)	(3.049.823)
Sinistres nets survenus		18.479.657	16.927.172
Frais d'exploitation et frais divers	6	10.343.107	1.848.257
Frais de courtage exigibles		11.704.780	10.026.742
		22.047.780	11.874.999
Bénéfice de l'exercice		1.910.269	5.255.989
Dividendes:			
Dividende définitif recommandé	27	480.000	750.000

Bilan au 31 Décembre 2008

	Notes	2008 US\$	2007 US\$
ACTIF			
Immobilisations	8	1.939.312	1.121.050
Biens incorporels	9	199.323	291.754
Baux d'exploitation payés d'avance	10	68.459	69.274
Immobilisations en placements	11	9.202.461	8.705.524
Portefeuille – actifs destinés à la vente	12	2.092.169	1.023.369
Créances découlant des contrats de réassurance	13	6.061.923	7.523.214
Dépôts chez les compagnies cédantes		1.767.078	1.359.445
Créanciers divers	14	376.498	457.314
Effets publics arrivés à terme	15	8.479.856	10.995.175
Liquidités en dépôt auprès d'établissements financiers	16	34.103.602	20.634.850
Banque et Caisse	17	172.750	1.193.170
Total de l'actif		64.463.431	53.374.139
PASSIF ET FONDS PROPRES			
Capital social	19	29.998.013	12.808.863
Prime d'émission d'actions		322.899	-
Excédent de réévaluation	20	9.042	11.830
Réserve estimée à la valeur réelle	20	(917.639)	(32.278)
Bénéfices non redistribués	21	1.910.269	10.602.399
Fonds propres		31.322.584	23.390.814
PASSIF			
Passif découlant des contrats de réassurance	22	14.495.000	12.529.589
Réserve sur primes non encaissées	23	12.824.990	10.826.549
Créances découlant des régimes de rétrocession	24	4.815.712	5.556.836
Dépôts dus aux rétrocessionnaires		291.710	212.193
Revenu différé	25	68.460	69.275
Débiteurs divers	26	643.142	779.863
Dividendes exigibles	27	1.833	9.020
Total du passif		33.140.847	29.983.325
Total des fonds propres et du passif		64.463.431	53.374.139

Les comptes financiers figurant dans les pages 18 à 52 ont été approuvés par le Conseil d'Administration Vendredi, le 27 mars 2009

Et signés pour son compte par :



Président



Directeur Général

Compte de variations des fonds propres

	Notes	Capital social US\$	Prime d'émission d'actions US\$	Excédent de Réévaluation US\$	Réserve estimée à la valeur réelle US\$	Profits non redistribués US\$	Total US\$
Au 1er janvier 2007		11.771.887	-	11.830	10.985	5.846.410	17.641.112
Capital social publié durant l'exercice		1.036.976	-	-	-	-	1.036.976
Perte réalisée sur le portefeuille- actifs destinés à la vente	12	-	-	-	(43.263)	-	(43.263)
Bénéfice net de l'exercice		-	-	-	-	5.255.989	5.255.989
- Dividende net approuvé au titre de l'exercice 2006	27	-	-	-	-	(500.000)	(500.000)
		<u>12.808.863</u>	<u>-</u>	<u>11.830</u>	<u>(32.278)</u>	<u>10.602.399</u>	<u>23.390.814</u>
Au 1er janvier 2008		12.808.863	-	11.830	(32.278)	10.602.399	23.390.814
Capital social publié durant l'exercice		6.586.751	322.899	(11.830)	-	-	6.909.650
Excédent de réévaluation sur la cession des actifs		-	-	-	(885.361)	-	(11.830)
Perte découlant du portefeuille-actifs destinés à la vente	12	-	-	-	-	1.919.491	(885.361)
Bénéfice net de l'exercice		-	-	-	-	(9.852.399)	1.919.491
Transfert des Réserves accumulées au Fonds propres		9.852.399	-	-	-	-	-
- Dividende net approuvé au titre de l'exercice 2007	27	750.000	-	-	-	(750.000)	-
		<u>29.998.013</u>	<u>322.899</u>	<u>-</u>	<u>(917.639)</u>	<u>1.919.491</u>	<u>31.322.764</u>
Au 31 décembre 2008		29.998.013	322.899	-	(917.639)	1.919.491	31.322.764

Etat de Variation du Flux de la Trésorerie

	Notes	2008 US\$	2007 US\$
Trésorerie générée par l'exploitation			
Activités Rapprochement du bénéfice d'exploitation et de la trésorerie générée par l'exploitation			
Bénéfice d'exploitation		1.910.269	5.255.989
Ajustement des :			
(Bénéfice) Pertes sur cession d'immobilisations		(158.678)	6.042
Bénéfice sur immobilisations en placement	3	(496.937)	(636.975)
Amortissements	8	151.374	99.196
Amortissement des actifs incorporels	9	99.258	106.081
Amortissement des baux commerciaux payés d'avance	10	815	815
Amortissement des revenus différés	25	(815)	(815)
Frais de dépréciation	12	-	130.000
Report de l'excédent de réévaluation sur cession d'immobilisations		(11.830)	
Variations:			
De la réserve des primes non encaissées	23	1.998.441	1.816.695
Du passif découlant des contrats de réassurance	5	1.965.411	3.854.589
Des dépôts chez les compagnies cédantes		(407.633)	112.992
Des dépôts dus aux rétrocessionnaires		79.517	(7.870)
Des créances découlant des contrats de réassurance		1.461.291	(1.123.232)
Des créances découlant des régimes de rétrocession	24	(741.124)	131.043
Des créanciers divers	14	80.816	(45.941)
Des débiteurs divers	26	(136.721)	308.597
Trésorerie nette générée par l'exploitation		<u>5.793.454</u>	<u>10.007.206</u>
Trésorerie générée par les placements			
Acquisition des immobilisations	8	(1.060.358)	(107.967)
Acquisition des actifs incorporels	9	(6.827)	(1.102)
Acquisition des titres de participation cotés à la bourse	12	(1.954.161)	(235.483)
Investissement net des effets publics à terme		(2.061.600)	(1.615.286)
Emprunts remboursés	28	-	(2.430.000)
Recettes générées par la cession d'immobilisations		<u>258.442</u>	<u>1.582</u>
Trésorerie nette utilisée dans les placements/investissements		<u>(4.824.504)</u>	<u>(4.388.256)</u>
Trésorerie générée par les placements de fonds			
Produits des émissions d'actions		6.909.650	1.036.976
Dividendes redistribués	27	(7.187)	(513.058)
Trésorerie nette générée par les placements de fonds		<u>6.902.463</u>	<u>523.918</u>
Augmentation des liquidités et équivalents		7.871.413	6.142.868
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice		<u>29.339.157</u>	<u>23.196.289</u>
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice	31	<u>37.210.570</u>	<u>29.339.157</u>
		=====	=====

Procédures Comptables

Les procédures comptables adoptées dans l'élaboration des présents comptes financiers se résument comme suit :

(a) Base de l'élaboration des comptes

Les présents états financiers ont été élaborés conformément aux Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers. Les comptes sont libellés en Dollars américains (US\$) et élaborés sur la base de la conversion de leur valeur d'origine, en prenant en compte les modifications introduites par la réévaluation de certaines immobilisations et le report des immobilisations en placement et des éléments d'actifs destinés à la vente estimés à leur valeur réelle et des actifs amortis estimés à leurs montants résiduels

L'élaboration des états financiers dans le strict respect des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers nécessite le recours aux estimations et aux postulats qui déterminent les montants enregistrés des éléments d'actif et du passif ainsi que la déclaration des éléments éventuels de l'actif et du passif à la date des états financiers, et les montants enregistrés des recettes et des dépenses au courant de l'exercice comptable concerné. Malgré le fait que ces estimations reposent sur les meilleures informations détenues par les Administrateurs en matière d'actions et d'événements ayant trait à cet exercice, les résultats réels peuvent, en dernière analyse, s'avérer différents de ces estimations. C'est la raison pour laquelle la remise en question de ces estimations et hypothèses de travail s'impose de temps en temps en vue de coller aux réalités du jour.

(b) Déclaration de conformité avec les Normes Internationales de publication des Rapports Financiers

Les comptes financiers de la Compagnie ont été élaborés dans le strict respect des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers

Adoption des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers.

Normes et interprétations en vigueur durant la période de présentation du présent rapport

A la date de l'adoption et de la publication des présents comptes financiers, les nouvelles interprétations des normes de comptables définies par le Comité d'Interprétation des Normes d'Information Financière et les normes révisées publiées par la Commission des Normes Comptables Internationales sont déjà entrées en vigueur, à savoir:

- Les dispositions du Chapitre 12 du Rapport du Comité d'Interprétation des Normes Internationales d'Information Financière Relatives aux Accords de Concession de Service (entrées en vigueur le 1er janvier 2008);
- Les dispositions du Chapitre 13 du Rapport du Comité d'Interprétation des Normes Internationales d'Information Financière Relatives aux Programmes de Fidélisation de la Clientèle (entrées en vigueur le 1er juillet 2008);
- Les dispositions du Chapitre 14 du Rapport du Comité d'Interprétation des Normes Internationales d'Information Financière, les dispositions du Chapitre 19 du Rapport de la Commission des Normes Comptables Internationales Relatives à la Limite d'un Actif à Prestations Limitées, aux Exigences de Financement Minimum et à leur interaction (entrées en vigueur le 1er janvier 2008);
- Les dispositions du Chapitre 16 du Rapport du Comité d'Interprétation des Normes d'Information Financière Relatives aux Couvertures d'un Investissement Net dans Une Activité à l'Etranger (entrées en vigueur le 1er octobre 2008);
- Les dispositions du Chapitre du Chapitre 39 du Rapport de la Commission des Normes Comptables Relatives aux Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation : Reclassement des Actifs Financiers (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er novembre 2008);
- Les dispositions du Chapitre 7 des Normes de Publication de l'Information Financière Internationale Relatives aux Instruments Financiers : Divulgations Conséquentes des Modifications découlant des modifications des normes comptables internationales (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er novembre 2008).

Procédures Comptables (suite)

L'adoption de ces interprétations et des normes révisées n'a entraîné aucune modification des procédures comptables adoptées par la Compagnie.

Les nouvelles interprétations et normes révisées en question sont déjà adoptées, mais ne sont pas encore entrées en vigueur

A la date de la publication des présents états financiers, les interprétations et normes suivantes sont déjà adoptées mais ne sont pas encore entrées en vigueur, à savoir:

- Les dispositions du Chapitre 15 du Rapport du Comité d'Interprétation des Normes d'Information Financière Relatives aux Accords pour la Construction Immobilière (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er janvier 2009);
- Les dispositions du Rapport du Comité d'Interprétation des Normes d'Information Financière Relatives aux Distributions des Actifs non Monétaires aux Propriétaires (applicables à compter du 1er janvier 2009);
- Les dispositions du Chapitre 18 du Rapport du Comité d'Interprétation des Normes d'Information Financière Relatives aux Transferts des Actifs des Clients (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er juillet 2009);
- Les dispositions du Chapitre 1 des Normes de Publication de l'Information Financière Internationale Relatives à la Première Adoption des Normes de Publication de l'Information Financière Internationale – L'amendement du coût d'un investissement dont c'est la première adoption (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er janvier 2009);
- Les dispositions du Chapitre 3 des Normes de Publication de l'Information Financière Internationale Relatives aux Regroupements d'Entreprises – Révision Complète de l'Application de la Méthode d'Acquisition (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er juillet 2009);
- Les dispositions du Chapitre 8 des Normes de Publication de l'Information Financière Internationale Relatives aux Secteurs d'Exploitation (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er janvier 2009);
- Les dispositions du Chapitre 1 des Normes Comptables Internationales Relatives à la Présentation des Etats Financiers (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er janvier 2009);
- Les dispositions du Chapitre 23 (révisées) des Normes Comptables Internationales Relatives au Coût d'Emprunt (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er janvier 2009);
- Les dispositions du Chapitre 27 des Normes Comptables Internationales Relatives aux Etats Financiers Consolidés et Individuels: Amendements Conséquents découlant de l'amendement des dispositions du Chapitre 3 des Normes de Publication de l'Information Financière (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er juillet 2009);
- Les dispositions du Chapitre 28 des Normes Comptables Internationales Relatives aux Investissements dans les Entreprises Associées : Amendements Conséquents découlant de l'amendement des dispositions du Chapitre 3 des Normes de Publication de l'Information Financière (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er juillet 2009);
- Les dispositions du Chapitre 31 des Normes Comptables Internationales Relatives à la Participation dans les Entreprises en Association : Amendements Conséquents découlant de l'amendement des dispositions du Chapitre 3 des Normes de Publication de l'Information Financière (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er juillet 2009);
- Les dispositions du Chapitre 32 des Normes Comptables Internationales Relatives aux Instruments Financiers : Présentation : Amendements des Instruments Financiers remboursables au gré du porteur et Obligations provenant d'une liquidation (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1er janvier 2009);

Procédures Comptables (suite)

- Les dispositions du Chapitre 39 des Normes Comptables Internationales Relatives aux Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation : Amendements relatifs aux effets commerciaux susceptibles de bénéficier d'une couverture (applicables pour les exercices dont la date de démarrage part du 1^{er} juillet 2009);
- Les mise à jour des Normes de Publication de l'Information Financière ont été publiées en mai 2008 et leur entrée en vigueur est effective pour les exercice dont la date de démarrage part du 1^{er} janvier 2009. Le processus de mise à jour annuelle de la Commission des Normes Comptables Internationales traite des amendements de normes pas du tout urgents et mineurs.

Les Administrateurs de la Compagnie prévoient que l'adoption de ces normes, ainsi que les interprétations et les amendements des autres Normes de Publication de l'Information Financière résultant du projet d'améliorations annuelles de la Commission des Normes Comptables Internationales publié en mai 2008 ne comportera, lorsqu'elles entreront en vigueur, aucune incidence concrète sur les états financiers de la Compagnie.

(c) Comptabilisation des éléments du Compte des Résultats d'Exploitation

Les primes et leurs charges correspondantes sont imputées dans le Compte du Revenu de Souscription sur recommandation expresse des compagnies cédantes.

Les primes brutes encaissées englobent les primes brutes correspondant aux risques présumés au courant de l'exercice après imputation des mouvements dans le compte des primes brutes non encaissées. Les primes brutes non encaissées représentent la proportion des primes souscrites au courant de l'exercice qui est imputable à l'exercice ultérieur et estimée à 40% de la valeur des primes nettes.

Les frais de courtage à recevoir sont comptabilisés dans le compte des résultats d'exploitation sur recommandation expresse des compagnies cédantes.

Le revenu de placement est déclaré net des frais de placement. Le revenu des intérêts est comptabilisé sur la base d'un échelonnement dans le temps qui prend en compte le rendement effectif de l'élément d'actif. Le revenu locatif est comptabilisé comme revenu de la période de son encaissement.

(d) Sinistres encourus

Les sinistres encourus englobent les sinistres payés au courant de l'année ainsi que les changements intervenus dans la provision des sinistres à payer. Les sinistres payés représentent l'ensemble des règlements effectués au courant de l'année, qu'il s'agisse des accidents survenus au courant de l'exercice concerné que de ceux qui se sont produit auparavant. Les sinistres à payer représentent l'estimation au coût le plus élevé des règlements de l'ensemble des sinistres découlant des accidents survenus avant la date de l'élaboration des comptes de bilan, mais non réglés à cette date. Les sinistres à payer sont calculés sur la base des meilleures informations disponibles au moment de la clôture des écritures de l'exercice et comportent la provision des sinistres survenus mais non déclarés (SSND)

(e) Rétrocessions

Les primes de rétrocession exigibles sont comptabilisées au titre des périodes correspondant respectivement à l'échéance de l'encaissement du revenu de prime et au moment de la survenance du sinistre.

(f) Conversion des monnaies

i) Monnaie de transaction et de présentation des comptes

Les rapports financiers de la Compagnie sont publiés en Dollars américains (US\$).

Les actifs monétaires et les éléments du Passif de la Compagnie libellés dans les différentes monnaies de transaction des Etats membres sont convertis en Dollars des Etats Unis d'Amérique (US\$) au taux de clôture.

Procédures Comptables (suite)

ii) Transactions et soldes de clôture

Les différentes opérations commerciales effectuées au courant de l'exercice en devises différentes du Dollar des Etats Unis d'Amérique (US\$) sont converties aux taux de change en vigueur lors de l'exécution des contrats commerciaux. Les profits ou les pertes découlant de ces opérations commerciales sont comptabilisés dans le Compte des Pertes et Profits.

Les soldes de clôture sont convertis en Dollars des Etats Unis d'Amérique aux taux en vigueur lors de l'élaboration du bilan. Les profits ou pertes de conversion correspondant aux actifs réalisables à court terme et aux engagements à court terme sont comptabilisés dans le Compte des Pertes et Profits.

Les différences de conversion sur les actifs réalisables à long terme et sur les engagements à long terme tels que les actions classées dans le portefeuille-actifs destinés à la vente sont incorporées dans le compte de réserve et estimées à la valeur réelle de l'actif social net

(g) Recettes comptabilisées d'avance

Cette rubrique comptable représente la valeur de la propriété foncière de la Compagnie (évaluée par les Experts immobiliers en 1994). Ce terrain non bâti était une donation du gouvernement kenyan à la ZEP-RE. L'amortissement de ce montant est fonction de la période du bail et est évalué net d'imputation au compte de pertes et profits.

(h) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents sont comptabilisés au coût historique dans le compte du bilan. Dans le cadre de l'Etat de Variation du Flux de la Trésorerie, les liquidités et équivalents englobent les espèces en caisse/ espèces disponibles, les dépôts bancaires, les divers placements hautement liquides à court terme dont les échéances initiales sont fixées à 6 mois au maximum.

(i) Immobilisations

Les immobilisations de la Compagnie, dans l'ensemble, sont, à l'origine, comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les immeubles bâtis et les propriétés foncières libres sont par conséquent comptabilisés à leur valeur commerciale, établie sur la base des estimations triennales calculées par des Experts immobiliers indépendants, déduction faite de la valeur d'amortissement. Toutes les autres immobilisations sont comptabilisées sur la base du coût historique, déduction faite de la valeur d'amortissement.

Les augmentations de valeur constatées dans le montant de report des terrains et immeubles découlant des réévaluations sont créditées au compte de la réserve de réévaluation. Les diminutions de valeur censées compenser les augmentations précédentes du même élément d'actif sont imputées dans le compte de la réserve de réévaluation. Toutes les autres diminutions de valeur sont comptabilisées dans le Compte de Pertes et Profits.

Tout amortissement cumulé à la date de réévaluation est résorbé par le montant brut d'imputation de l'élément d'actif.

Les propriétés foncières libres ne font l'objet d'aucun amortissement. Les amortissements des autres immobilisations sont calculés sur la base de la méthode linéaire afin de déduire le coût de chaque élément d'actif, ou alors sur la base du montant réévalué, par rapport à la valeur résiduelle en se référant à l'estimation de la durée d'utilisation de l'élément d'actif. L'estimation de la durée d'utilisation de chaque élément d'actif est la suivante:

Immeubles	50 ans
Matériel Roulant	4 ans
Mobilier de Bureau et Agencement	8 ans
Equipements de Bureau	8 ans
Mobilier et Agencements de Résidences	8 ans
Ordinateurs	3 ans

La propriété louée à bail est comptabilisée comme un paiement effectué à l'avance et est amortie durant la période de bail.

Procédures Comptables (suite)

Les profits et les pertes sur cession d'immobilisations, d'équipements et autres matériels sont déterminés en fonction de leurs montants de report.

(j) Actifs Incorporels

Les licences d'exploitation des logiciels informatiques acquis sont comptabilisées sur la base des coûts supportés pour l'acquisition et l'adaptation aux fins d'utilisation de chaque logiciel spécifique. L'amortissement de leurs coûts est calculé sur la base de leurs durées d'utilisation censée ne pas excéder 5 ans.

Les coûts associés à la conception et à la préservation des programmes des logiciels informatiques sont comptabilisés comme des dépenses déjà engagées. Les coûts directement associés à la production de logiciels bien déterminés et particuliers gérés par la Compagnie et qui pourront effectivement générer des avantages économiques supérieurs à un exercice, sont comptabilisés dans la rubrique des actifs incorporels. L'amortissement de leurs coûts est calculé sur la base de leurs durées d'utilisation.

(k) Immobilisations en Placements

Les immobilisations en placement englobent les propriétés foncières et les immeubles appartenant à la Compagnie destinés à la génération de revenus locatifs et/ou à l'évaluation du capital social de la Compagnie. Elles sont comptabilisées à leur valeur réelle, calculée chaque année par des Experts immobiliers indépendants. L'estimation de la valeur réelle de l'immobilisation est basée sur les prix en vigueur dans le marché réajusté, le cas échéant, en fonction de la différence de nature, de l'état ou de l'emplacement de l'immobilisation précise.

Les immobilisations en placement ne sont pas soumises à l'amortissement. Les variations de leur montant d'imputation entre les dates d'enregistrement dans le bilan s'effectuent à travers le Compte Pertes et Profits.

Lors de la cession d'une immobilisation en placement, la différence entre le produit de la cession et le montant d'imputation est porté au débit ou au crédit du compte de Pertes et Profits.

(l) Investissements et placements

Les placements et investissements de la Compagnie sont classés en fonction des catégories suivantes : les actifs financiers estimés à leur juste valeur, à travers les bénéfices ou les pertes réalisés, les créances et effets à recevoir, les actifs financiers arrivés à échéance et les actifs financiers destinés à la vente. La classification dépend de l'objectif ayant sous-tendu l'acquisition de ces investissements. La Direction générale (la Compagnie) fixe la classification de ses investissements à la reconnaissance/confirmation de leurs valeurs d'origine réelles et revoit leurs valeurs à chaque date sur laquelle porte la publication des données.

i) Actifs financiers estimés à leur valeur réelle, à travers les bénéfices ou pertes réalisés

Cette catégorie de classification comporte deux sous-classes : les actifs financiers acquis aux fins de transaction commerciale et les actifs financiers estimés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés dès le commencement. L'élément d'actif financier est classé dans cette catégorie dès le commencement, si son acquisition relève essentiellement de la finalité d'une vente programmée à court terme, s'il figure dans les portefeuilles des actifs financiers dont la certitude d'une vente à court terme est en mesure de rapporter des bénéfices à la Compagnie, ou si la Compagnie a, de manière souveraine, décidé de le désigner de cette manière. Aux dates du 31 décembre 2007 et du 31 décembre 2006, la Compagnie ne dispose d'aucun actif financier correspondant à cette catégorie.

ii) Créances et effets à recevoir

Les créances et effets à recevoir constituent des actifs financiers non dérivés comportant des paiements fixes ou chiffrables non cotés dans un marché actif, autres que ceux que la Compagnie entend vendre à terme ou bien ceux qu'elle a désignés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés ou bien destinés à la vente. Les créances, les effets à recevoir découlant des contrats de réassurance et de rétrocession et des débiteurs divers de la Compagnie appartiennent à cette catégorie.

iii) Actifs financiers arrivés à échéance

Procédures Comptables (suite)

Les actifs financiers arrivés à échéance sont des actifs financiers non dérivés constitués de paiements fixes chiffrables et des échéances fixes – autres que ceux correspondant à la définition des Créances et Effets à recevoir – que la Direction générale de la Compagnie se propose et a la possibilité de détenir jusqu'à échéance. Les bons de trésor du gouvernement relèvent de cette catégorie d'actifs financiers.

iv) Actifs financiers destinés à la vente

Les actifs financiers destinés à la vente comportent des actifs financiers non dérivés qui sont, soit assignés à cette catégorie, soit classés dans l'une ou l'autre des différentes catégories déterminées. Les placements de la Compagnie sous forme de titres de participation inscrits ou non inscrits à la bourse des valeurs mobilières relèvent de cette catégorie.

Les acquisitions et les ventes des investissements/placements sont comptabilisées à la date à laquelle s'est effectuée l'opération notamment la date à laquelle la Compagnie s'engage à acheter ou vendre dans leur valeur réelle, à travers les bénéfices ou les pertes réalisés, les coûts de transaction qui sont directement imputables à leur acquisition. Les investissements sont rayés des écritures comptables lorsque les droits de percevoir les liquidités procédant de ces investissements sont arrivés à expiration ou alors s'ils ont été cédés et si la Compagnie a, de son côté, également transféré en substance tous les risques et avantages rattachés à la propriété.

Les actifs financiers destinés à la vente et les actifs financiers estimés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés sont par la suite imputés à leur juste valeur. Les créances et effets à recevoir et les actifs financiers arrivés à terme sont comptabilisés au coût amont en recourant à la méthode de calcul d'intérêt linéaire. Les bénéfices et pertes réalisés et non réalisés découlant des changements de valeur réelle de la catégorie des actifs financiers estimés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés sont incorporés dans le Compte des Pertes et Profits de la période dont ils procèdent. Les bénéfices et pertes non réalisés découlent des changements de la valeur réelle des avoirs incorporés dans le capital social. Lorsque les valeurs classées dans le capital social comme destinées à la vente sont en effet vendues ou dépréciées les ajustements cumulés de leur valeur réelle sont incorporés dans le compte des pertes et profits comme bénéfices/pertes réalisés sur les actifs financiers.

Les valeurs réelles des placements cotés à la bourse des valeurs sont calculées sur la base des cours acheteurs réels.

(m) Dépréciations des actifs financiers

A chaque date du bilan, la Compagnie procède à l'évaluation de ses actifs financiers en vue de s'assurer de la dépréciation de l'un de ses éléments (ou groupe d'éléments). Au cas où la dépréciation est réellement constatée, le montant de l'élément d'actif à provisionner est évalué et la perte relative à la dépréciation est comptabilisée, toutefois que la valeur d'enregistrement de l'élément d'actif concerné est supérieure au montant à provisionner.

La perte de dépréciation ainsi comptabilisée est chiffrée sur la base de la différence entre le montant d'enregistrement de l'élément d'actif et la valeur réelle de l'estimation des liquidités futures actualisée au taux d'intérêt originel de l'actif financier.

(n) Droits de l'agent

L'estimation de l'engagement financier pour le droit aux jours de congé annuel cumulés des agents à la date d'établissement du bilan est comptabilisée comme une accumulation de dépenses.

Les droits aux indemnités sont comptabilisés lorsqu'ils échoient aux agents en droit d'y prétendre. En raison des services rendus par les agents en droit d'y prétendre jusqu'à la date de l'établissement du bilan, la Compagnie constitue une provision fondée sur l'estimation de la gratification annuelle.

Procédures Comptables (suite)

(o) Obligations de Pension de retraite

La Compagnie dispose d'une caisse de prévoyance consistant en un programme de cotisation pour ses employés. Les avoirs de ce système de cotisation sont détenus dans des fonds séparés dont la gestion est confiée à un administrateur des fonds. Les ressources de la Caisse de prévoyance de la Compagnie proviennent des versements des cotisations effectués par les employés et par l'employeur.

Les cotisations de la Compagnie au programme de prévoyance sont imputées lors des échéances de paiement des salaires des agents.

(p) Dividendes

Les dividendes sur les actions régulières sont imputés à la rubrique du capital social au titre de l'exercice durant lequel ils sont déclarés.

(q) Impôts et Taxes

En vertu des dispositions de l'Article 7 de l'Accord de siège signé entre le Gouvernement du Kenya et la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company), la Compagnie est exonérée de toute forme d'impôt et de taxe.

(r) Provision pour créances douteuses et irrécouvrables

La constitution des provisions aux fins de couverture des effets à recevoir s'effectue lorsque, de l'avis des administrateurs, le recouvrement de la créance s'avère douteux. L'ensemble des provisions constituées au courant de l'exercice, déduction faite des montants bénéficiant d'une remise et des recouvrements des créances douteuses précédemment passées en pertes et profits et transférées dans le Compte de Résultats d'exploitation. Les créances douteuses sont partiellement ou entièrement passées en pertes et profits après confirmation du montant de la perte.

(s) Données comparées

Les chiffres comparés, le cas échéant, ont été ajustés aux fins de conformité avec les changements intervenus dans la présentation des comptes de l'exercice en cours.

Annexes aux Etats Financiers

1 Création de la Compagnie

La Compagnie a été créée par les Etats membres de la Zone d'Echanges Préférentiels (qui s'appellera plus tard le COMESA). Elle a pour mission de :

- a) Promouvoir le développement de l'industrie des assurances et de la réassurance et de la sous-région du COMESA,
- b) Renforcer les capacités nationales, sous-régionales de souscription de contrats et de rétention financière, et
- c) Promouvoir le développement économique de la sous-région.

Le Siège social et la Direction Générale de la Compagnie sont domiciliés au Kenya. La Compagnie dispose également de Bureaux Régionaux au Soudan, en Zambie et au Cameroun.

2 Revenu Brut de Prime

L'analyse du revenu brut de prime entre les principales branches d'assurance se présente comme suit :

	2008 US\$	2007 US\$
Incendie et Accidents	33.491.705	28.797.171
Risques Maritimes et Aériens	4.957.210	5.253.077
Assurance Vie	7.537.585	3.873.316
	<u>45.986.500</u>	<u>37.923.564</u>
	=====	=====

3 Revenu des Placements/Investissements

Intérêts générés par les effets publics arrivés à terme	1.037.166	908.743
Intérêts générés par les liquidités en dépôt auprès d'établissements financiers	1.466.186	936.929
Revenu du dividende	53.457	2.166
Intérêts d'emprunts à recevoir	9.438	7.909
Bénéfice sur immobilier en placement (note 11)	496.937	636.975
	<u>3.063.184</u>	<u>2.492.722</u>
	=====	=====

4 Revenus divers

Intérêts générés par les dépôts de réassurance	49.288	34.709
Bénéfice/ Perte sur cession d'immobilisations	158.678	(6.042)
Revenus provenant de diverses sources *	325.331	10.526
Commissions perçues de la gestion de la Carte Jaune du COMESA	105.000	80.000
	<u>638.297</u>	<u>119.193</u>
	=====	=====

* Les intérêts provenant d'autres sources comprennent: les reports des intérêts sur comptes courants, des frais de gestion supplémentaires au titre de l'exercice 2007 et du solde du Compte de Débiteurs et Crédeurs Diverss.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

5 Sinistres bruts réglés et sinistres en attente de règlement exigibles

Sinistres bruts réglés	19.638.900	16.122.406
Changements des sinistres non réglés	1.965.411	3.854.589
	<u>21.604.311</u>	<u>19.976.995</u>
	=====	=====

6 Frais d'exploitation et frais divers

Salaires et indemnités versés aux employés (note 7)	2.195.788	1.750.378
Rémunération des Commissaires aux Comptes	18.000	16.000
Dépenses engagées au titre de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration		
Amortissement (note 8)	195.240	224.937
Amortissement des actifs incorporels (note 9)	151.374	99.196
Amortissement des Baux d'exploitation payés d'avance (note 10)	99.258	106.081
(Bébéfice)/perte de change	815	815
Coût de dépréciation des créances douteuses		
- Créances sur primes de réassurance	6.483.827	(2.695.181)
Portefeuille – actions destinées à la vente – non cotées	(125.593)	1.054.865
Travaux de réparation et d'entretien	-	130.000
Intérêts sur prêts	173.972	115.292
Impôts et taxes	-	66,205
Frais de location immobilière	183.024	138.115
Frais divers	42.122	58.191
	925.280	783.362
	<u>10.343.107</u>	<u>1.848.256</u>
	=====	=====

7 Salaires et indemnités versés aux agents

	2008	2007
	US\$	US\$
Frais du personnel, à savoir :		
- Salaires et coûts salariaux	1.739.614	1.402.451
- Indemnités	211.319	141.699
- Cotisations versées à la Caisse des Pensions des Employés	85.320	81.371
- Provision pour congés annuels	18.134	4.415
- Autres frais de personnel	141.401	120.442
	<u>2.195.788</u>	<u>1.750.378</u>
	=====	=====

Les effectifs de la Compagnie à la fin de l'exercice 2008 se chiffraient à 36 agents (contre 35 en 2007).

Annexes aux Etats Financiers (suite)

8 Immobilisations

	Propriété foncière libre /terrain loué à bail	Immeubles US\$	Matériel Roulant US\$	Mobiliers de Bureau & Agence-ments US\$	Equipements de Bureau US\$	équipements informatiques US\$	Ordina- teurs et Travaux en cours US\$	Total US\$
Exercice clôturé au 31 décembre 2008:								
Coût ou estimation								
Au 1er janvier 2008	99.764	736.482	112.513	376.502	101.001	118.599	-	1.544.861
Suppléments	572.906	-	187.382	14.389	12.134	35.002	238.545	1.060.358
Réévaluation de l'espace de bureau		9.042						9.042
Cessions d'immobilisations	(99.764)	-	(37.797)	-	(15.567)	(9.111)	-	(162.239)
Au 31 décembre 2008	572.906	745.524	262.098	390.891	97.568	144.490	238.545	2.452.022
Amortissements								
Au 1er janvier 2008	-	38.052	68.916	130.403	79.603	106.837	-	423.811
Dépenses de l'exercice	-	14.911	61.376	48.863	7.230	18.994	-	151.374
Amortissements cumulés sur cessions d'immobilisations			(37.797)		(15.567)	(9.111)	-	(62.475)
Au 31 décembre 2008	-	52.963	92.495	179.266	71.266	116.720	-	512.710
Valeur comptable nette Au 31 décembre 2008	572.906	692.561	169.603	211.625	26.302	27.770	238.545	1.939.312

Annexes aux Etats Financiers (suite)

8 Immobilisations

Exercice clôturé au 31 décembre 2007: Coût ou estimation	Propriété foncière libre	Immeubles	Matériel roulant	Mobiliers de bureau & Agence-ments	Mobilier de résidence	Equipements de Bureau	Equipe-ments de Résidence	Ordinateurs et équipements informatiques	Total
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Au 1er janvier 2007	99.764	736.482	135.184	343.751	17.599	121.696	5.815	175.986	1.636.277
Suppléments	-	-	58.129	32.751	-	3.811	-	13.276	107.967
Cessions d'immobilisations	-	-	(80.800)	-	(17.599)	(24.506)	(5.815)	(70.663)	(199.383)
Au 31 décembre 2007	99.764	736.482	112.513	376.502	-	101.001	-	118.599	1.544.861
Amortissements									
Au 1er janvier 2007	-	23.322	135.184	83.340	14.303	96.003	3.107	161.115	516.374
Dépenses de l'exercice	-	14.730	14.532	47.063	-	6.486	-	16.385	99.196
Amortissements cumulés sur cessions d'immobilisations	-	(80.800)	-	(14.303)	(22.886)	(3.107)	(70.663)	(191.759)	-
Au 31 décembre 2007	-	38.052	68.916	130.403	-	79.603	-	106.837	423.811
Valeur comptable nette									
Au 31 décembre 2007	99.764	698.430	43.597	246.099	-	21.398	-	11.762	1.121.050

La propriété foncière libre a été réévaluée en février 2003, sur la base de la valeur du marché libre, par le Cabinet d'Expertise immobilière, Gimco Ltd. L'excédent de réévaluation a été porté au crédit du Compte de la réserve de réévaluation.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

9 Biens incorporels

	Logiciel Sics/nt US\$	Autres Biens incorporels US\$	Total US\$
Year ended 31 December 2008			
Coût			
Au 1er janvier 2008	483.078	240.379	723.457
Suppléments	-	6.827	6.827
Au 31 décembre 2008	483.078	247.206	730.284
Amortissements			
Au 1er janvier 2008	193.230	238.473	431.703
Dépenses de l'exercice	96.615	2.643	99.258
Au 31 décembre 2008	289.845	241.116	530.961
Valeur comptable nette au 31 décembre 2008	193.233	6.090	199.323
Exercice clôturé au 31 décembre 2007			
Coût			
Au 1er janvier 2007	483.078	239.277	722.355
Suppléments	-	1.102	1.102
Au 31 décembre 2007	483.078	240.379	723.457
Amortissements			
Au 1er janvier 2007	96.615	229.007	325.622
Dépenses de l'exercice	96.615	9.466	106.081
Au 31 décembre 2007	193.230	238.473	431.703
Valeur comptable nette au 31 décembre 2007	289.846	1.906	291.754

L'élaboration du nouveau logiciel de gestion informatique des opérations de réassurance SICS/nt s'est achevée en 2006. Il était, au courant des précédents exercices, classé dans la rubrique des travaux en cours. Le montant relatif à sa conception a par conséquent été transféré dans les actifs incorporels au courant de l'exercice 2006 et sera amorti sur 5 ans.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

10 Matériels en location – exploitation payables à l'avance

	2008	2007
	US\$	US\$
Coût		
Au 1er janvier	80.686	80.686
Au 31 décembre	80.686	80.686
Amortissements		
Au 1er janvier	11.412	10.597
Dépenses de l'exercice	815	815
Au 31 décembre	12.227	11.412
Valeur comptable nette	68.459	69.274

La rubrique des Baux commerciaux payés d'avance correspond à la Propriété foncière libre appartenant à la Compagnie

11 Immobilisations en Placement

	2008	2007
	US\$	US\$
Au 1er janvier	8.705.524	8.068.549
Supplément	-	-
Profits réalisés sur les immobilisations en placement (note 3)	496.937	636.975
Au 31 décembre	9.202.461	8.705.524

La propriété de la ZEP-RE place a été évaluée à la date du 31 décembre 2008 par le Cabinet d'Expertise Immobilière Gimco Limited, sur la base de la valeur du marché libre. Le profit généré par la réévaluation a été porté au crédit du compte de pertes et profits.

12 Portefeuille – actions destiné à la vente

	2008	2007
	US\$	US\$
(i) Titres de participation non cotés:		
Fonds d'élaboration du Logiciel de l'Organisation Africaine des Assurances (OAA)	-	30.000
African Trade Insurance Agency	-	100.000
Tanzania Reinsurance Corporation	649.913	718.750
Perte résultant de la dépréciation des titres	-	(130.000)
Pertes réalisées sur titres de participation non cotés	(77.394)	(68.837)
Au 31 décembre	572.519	649.913

Annexes aux Etats Financiers (suite)

De l'avis des Administrateurs de la Compagnie, la valeur réelle des placements dans les actions non officiellement inscrites à la cote est presque équivalente à leur coût.

(ii) Placements cotés :

Au 1er janvier	373.456	112.399
Suppléments	1.954.161	235.483
Profits/Pertes réalisés	(807.967)	25.574
	<hr/>	<hr/>
Au 31 décembre	1.519.650	373.456
	<hr/>	<hr/>
Total du Portefeuille – actions destinées à la vente	2.092.169	1.023.369
	=====	=====

13 Créances des contrats découlant des contrats de réassurance

	2008 US\$	2007 US\$
Au 1er janvier	7.523.214	6.399.982
Changements intervenus au courant de l'exercice	68.923	1.936.748
Provision pour créances douteuses	(1.530.214)	(813.516)
	<hr/>	<hr/>
Au 31 décembre	6.061.923	7.523.214
	=====	=====

Les montants dus par les Compagnies de réassurance sont déclarés nets des créances qui, de l'avis des administrateurs, constituent des créances qui ne sont pas recouvrées ou dont le recouvrement est incertain à la fin de l'exercice.

14 Débiteurs divers

	2008 US\$	2007 US\$
Montant dû par la Tanzania National Reinsurance Corporation Limited	-	-
Créances dues par le personnel	194.159	270.193
Paiements anticipés	64.454	67.254
Dépôts	24.249	28.998
Créances sur loyers	9.603	-
Autres Créances	84.033	90.869
	<hr/>	<hr/>
	376.498	457.314
	=====	=====

15 Bons de Trésor à court et long terme arrivés à échéance :

Bons de Trésor à court et long terme arrivés à échéance :		
- A moins d'un (1) an	7.285.672	9.797.512
- Entre 1et 5 ans	1.194.184	1.197.663
- Après 5 ans	-	-
	<hr/>	<hr/>
	8.479.856	10.995.175
	=====	=====

Annexes aux Etats Financiers (suite)

15 Effets publics arrivés à échéance (Suite)

Analyse des effets publics par monnaie de souscription

Effets publics souscrits en Shillings Kenyans (KES)	3.844.562	8.598.782
Effets publics souscrits en Dinars Soudanais (SDD)	4.635.294	2.387.444
Effets publics souscrits en Dollars Zimbabwéens (Zim \$)	-	8.949
	<u>8.479.856</u>	<u>10.995.175</u>
	=====	=====

16 Dépôts dans les établissements financiers

	2008 US\$	2007 US\$
Lloyds Bank PLC – London	10.661.973	8.041.906
Barclays Bank of Kenya Ltd	13.489.175	6.294.225
PTA Bank	3.782.985	2.854.798
Sudanese French Bank	1.038.202	1.180.816
CBA Bank (K) Ltd	367.447	571.080
NIC Bank (K) Ltd	2.793.023	570.537
CfC Stanbic Bank (K) Ltd	752.960	1.031.326
Kenya Commercial Bank Ltd	469.504	90.162
Barclays Bank of Zambia Plc	748.333	-
	<u>34.103.602</u>	<u>20.634.850</u>
	=====	=====

Analyse des dépôts dans les établissements financiers par monnaie de placement

Dépôts libellés en Dollars américains (US\$)	16.128.293	13.192.834
Dépôts libellés en Livres Sterling (UK£)	10.491.907	4.451.891
Dépôts libellés en Shillings Kenyans (KShs)	6.716.315	2.215.128
Dépôts libellés en Dinars Soudanais (SDD)	501.850	774.997
Dépôts libellés en Kwachas zambiens (ZMK)	265.237	-
	<u>34.103.602</u>	<u>20.634.850</u>
	=====	=====

Les dépôts dans les établissements financiers disposent d'une échéance moyenne de 3 à 6 mois (2007: 3 à 6 mois)

Annexes aux Etats Financiers (suite)

17 Soldes des Comptes de Trésorerie

Lloyds Bank PLC – London	2.279	525.954
Kenya Commercial Bank Ltd	55.768	138.610
Barclays Bank of Kenya Ltd	53.056	128.611
Sudanese French Bank	28.322	387.844
Reserve Bank of Zimbabwe	-	11,992
Barclays Bank of Zambia Plc	2.015	-
SCB Cameroun	30.837	-
Caisse	473	159
	<u>172.750</u>	<u>1.193.170</u>
	=====	=====

18 Taux d'intérêt moyens pondérés effectifs

Le tableau suivant reprend les taux d'intérêt moyens pondérés effectifs réalisés au courant de l'année sur les placements de fonds porteurs d'intérêts :

	2008	2007
	%	%
Effets Publics		
Bons de Trésors en Kshs	9,90	9,09
Bons de Trésor en Livres Soudanaises	15,00	16,009,09
Dépôts dans les établissements financiers		
Dépôts en Dollars Américains (US\$)	3,50	4,59
Dépôts en Livres Sterling (LST)	5,17	4,76
Dépôts en Shillings Kenyans (KES)	8,85	6,95
Dépôts en Livres Soudanaises (SDG)	9,00	8,00
Dépôts en Kwacha Zambiens (ZMK)	11,63	
	=====	=====

19 Capital Social

Lors de la 17ème Assemblée Générale Annuelle, les Actionnaires de la Compagnie ont approuvé la restructuration du capital social de la ZEP-RE (PTA Reinsurance) comme suit :

- (i) En vertu de la Résolution No 7/08 l'Assemblée Générale a approuvé l'augmentation du capital social autorisé de la Compagnie qui passe désormais de 50.000.000 US\$ en 2007 à 100.000.000 US\$ à l'heure actuelle, d'une valeur nominale de 1 US\$ par action conte 1.364 US\$ par action en 2007.
- (ii) L'Assemblée Générale a également approuvé l'incorporation dans le capital social des dividendes d'un montant de 750.000 US\$ sur la base du nombre de voix par actinaire au 31 décembre 2007.
- (iii) L'Assemblée Générale a également approuvé la capitalisation des réserves d'un montant de 9.852.399 US\$ à incorporer à titre d'actions privilégiées

A la date du 31 décembre 2008, la situation du Compte du Capital social de la Compagnie se présente comme suit:

Annexes aux Etats Financiers (suite)

(i) Capital entièrement libéré	2008	2007
	US\$	US\$
Capital autorisé et entièrement libéré	29.998.013	12.808.863
Capital alloué mais non souscrit	70.001.987	37.191.137
	-----	-----
Capital social autorisé	100.000.000	50.000.000
	=====	=====
(ii) Actions entièrement libérées	2008	2007
	Nombre	Nombre
	d'actions	d'actions
Actions attribuées et souscrites	29.998.013	21.034
Actions allouées mais non souscrites	70.001.987	15.622
	-----	-----
Actions appelées	100.000.000	36.656
Actions non libérées (en circulation)	(70.001.987)	(27.266)
	-----	-----
Actions souscrites et entièrement libérées	29.998.013	9.390
	=====	=====
20 Excédent de réévaluation et réserves estimées à la valeur réelle	2008	2007
	US\$	US\$
Excédent de réévaluation	9.042	11.830
Réserve estimée à la valeur réelle	(917.639)	(32.278)
	-----	-----
	(908.597)	(20.448)
	=====	=====

Les mouvements relatifs aux réserves de réévaluation et aux réserves diverses figurent dans le compte de Variations des Fonds Propres, à la page 20.

Réserve estimée à la valeur réelle

La réserve estimée à la valeur réelle correspond à la variation nette cumulée de la valeur réelle du Portefeuille - actifs destinés à la vente et de l'excédent de réévaluation sur l'Immeuble du Bureau.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

21 Bénéfices non redistribués

Le solde des bénéfices non redistribués correspond au montant à redistribuer aux actionnaires de la Compagnie. Les mouvements de ce compte au courant de l'exercice se présente comme suit :

	2008 US\$	2007 US\$
Solde au 1er janvier	10.602.399	5.846.410
Bénéfice de l'exercice	1.910.269	5.255.989
Dividendes capitalisés	(750.000)	(500.000)
Capitalisation des réserves	(9.852.399)	-
	<u>1,910,269</u>	<u>10,602,399</u>
	=====	=====

Lors de la réunion du 14 juillet 2008, l'Assemblée Générale a approuvé la capitalisation des dividendes et des réserves d'un montant total de 10.602.399 US\$ à incorporer à titre d'actions privilégiées allouées aux Actionnaires.

22 Passif découlant des contrats de réassurance

	2008 US\$	2007 US\$
Contrats de réassurance à court terme		
- Sinistres déclarés et dépenses engagées dans la gestion des sinistres	11.324.000	10.463.397
- Sinistres survenus mais non déclarés	3.171.000	2.066.192
	<u>14.495.000</u>	<u>12.529.589</u>
	=====	=====

i) Contrats de réassurance à court terme

Le passif des sinistres bruts déclarés et des dépenses engagées dans la gestion des sinistres et le passif découlant des sinistres survenus mais non déclarés sont nets des recouvrements escomptés. Les recouvrements escomptés à la fin des exercices 2008 et 2007 ne sont pas substantiels.

Les sinistres survenus englobent les sinistres payés au courant de l'exercice et les variations de la provision pour les sinistres non réglés. Les sinistres payés représentent tous les paiements de sinistres effectués au courant de l'exercice, aussi bien pour les sinistres survenus au courant de l'exercice que pour ceux survenus au courant des précédents exercices. Les sinistres non réglés (en attente de règlement) représentent l'estimation des coûts définitifs nets du règlement de tous les sinistres découlant d'événements survenant avant la date de clôture du bilan mais non réglés à cette date. Les provisions pour sinistres non réglés sont calculées sur la base des meilleures informations disponibles lors de la clôture des écritures comptables de l'exercice, et englobent la provision pour sinistres survenus mais non déclarés.

La détermination du passif découlant des contrats de réassurance de la Compagnie permet de se faire une idée des capacités de la Compagnie en matière d'estimation de la valeur définitive des sinistres.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

23 Réserves sur primes non encaissées

La réserve sur primes non encaissées représente le passif découlant des contrats de réassurance à court terme dans les cas où les obligations de la Compagnie continuent à courir à la fin de l'exercice. Les mouvements relatifs à cette réserve figurent dans le tableau ci-dessus :

	2008			2007		
	Réserves brutes	Rétrocessions	Réserves nettes	Réserves brutes	Rétrocessions	Réserves nettes
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Au 1er janvier	14176,370	(3,349,821)	10,826,549	11,934,522	(2,924,668)	9,009,854
Augmentation durant l'exercice (nette)	2,286,283	(287,842)	1,998,441	2,241,848	(425,153)	1,816,695
Au 31 décembre	16,462,653	(3,637,663)	12,824,990	14,176,370	(3,349,821)	10,826,549

24 Créances découlant des régimes de rétrocession

Le montant des créances découlant des régimes de rétrocession représente le passif découlant des contrats de rétrocession à court terme. Ces mouvements du compte figurent dans le tableau ci-après :

	2008	2007
	US\$	US\$
Au 1er janvier	5.556.836	5.425.793
Diminution durant l'exercice	(1.896.983)	(1.284.326)
Report des créances et des dettes diverses	1.155.859	1.415.369
Au 31 décembre	4.815.712	5.556.836

25 Recettes comptabilisées d'avance

Les recettes comptabilisées d'avance correspondent à la propriété foncière libre appartenant à la Compagnie. Ladite propriété foncière est une donation du gouvernement de la République du Kenya à la Compagnie. Les montants ne sont pas remboursables et bénéficient de l'exonération sur le revenu durant la durée du bail. Les mouvements du Compte des Recettes comptabilisées d'avance au courant de l'exercice se présentent comme suit :

	2007	2007
	US\$	US\$
Au 1er janvier	69.275	70.090
Amortissements	(815)	(815)
Au 31 décembre	68.460	69.275

Annexes aux Etats Financiers (suite)

26 Débiteurs divers

	2008 US\$	2007 US\$
Montant dû à United Insurance co. Ltd (placée sous gestion statutaire)	251.677	251.677
Dépôts pour loyers	204.833	209.439
Engagements divers	(29.599)	148.113
Provision pour congés annuels	107.943	89.809
Provision pour indemnités	108.134	79.345
Loyers payés d'avance	154	1.480
	<u>643.142</u>	<u>779.863</u>
	=====	=====

27 Dividendes

En juillet 2008, le dividende d'un montant de 750.000 US\$ correspondant à 79,87 US\$ par action nominale constitué au titre de l'exercice clôturé au 31 décembre 2007 a été reversé dans le capital social de la Compagnie.

Les Administrateurs proposent, au titre de l'exercice en cours, le reversement aux Actionnaires d'un dividende évalué à 0,016 US\$ par action nominale. Le présent dividende est soumis à l'approbation des Actionnaires lors de l'Assemblée Générale Annuelle prévu en mai 2009 et n'a pas été incorporé dans le passif des comptes financiers. Le montant total du dividende arrêté par le Conseil d'Administration est de 480.000 US\$.

Les mouvements des dividendes se présentent comme suit:

	2008 US\$	2007 US\$
Au 1er janvier	9.020	22.078
Dividende définitif déclaré	750.000	500.000
Dividende reversé	(7.187)	(513.058)
Dividende transféré au capital social	(750.000)	-
	<u>1.833</u>	<u>9.020</u>
	=====	=====

28 Emprunts

Il s'agit d'un prêt consenti à la Compagnie par la PTA Bank pour la construction de l'immeuble du Siège de la Compagnie et pour le financement partiel de l'acquisition d'une propriété immobilière. Le prêt était remboursable sur la base d'amortissements trimestriels qui s'étaient étalés sur une période de soixante (60) mois, à compter de juillet 2006. Ce montant a été entièrement remboursé au courant de l'exercice 2007 selon les modalités de paiement ci-après:

Annexes aux Etats Financiers (suite)

	2008 US\$	2007 US\$
Au 1er janvier	-	2.430.000
Suppléments au courant de l'exercice	-	-
Remboursements	-	(2.430.000)
	<hr/>	<hr/>
Au 31 décembre	-	-
	=====	=====

29 Passif éventuel (Engagements casuels)

Dans l'industrie des assurances, d'une manière générale, la Compagnie est en butte à des cas de litige survenant au cours des opérations normales d'assurance. De l'avis des Administrateurs, tout sinistre de cet ordre qui n'aura pas été réglé n'aura aucune incidence substantielle sur la situation financière ou sur le bénéfice de la Compagnie.

30 Engagements

Engagements des capitaux

Les dépenses d'équipements/d'investissements autorisées mais non effectuées à la date de la clôture du bilan et qui ne figurent pas dans les comptes financiers de la Compagnie sont les suivantes:

	2008 US\$	2007 US\$
Immobilisations	580.750	1.645.900
	<hr/>	<hr/>
	=====	=====

31 Trésorerie et équivalents

Pour les besoins du Compte du flux de trésorerie, les liquidités disponibles et les équivalents se présentent comme suit :

	2008 US\$	2007 US\$
Soldes des Comptes de Trésorerie	172.750	1.193.170
Dépôts dans les établissements financiers	34.103.602	20.634.850
Effets publics	2.934.218	7.511.137
	<hr/>	<hr/>
	37.210.570	29.339.157
	=====	=====

32 Opérations effectuées avec les partenaires et Agents associés aux activités de la Compagnie

La Compagnie est la propriété des gouvernements, des entreprises privées et des Organismes d'Etat des pays membres du COMESA. La plupart des institutions du secteur privé ou de l'administration publique comportent des Compagnies d'assurances et de réassurances de la sous-région du COMESA.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

Une bonne partie des Compagnies qui rétrocèdent les contrats d'assurances à la ZEP-RE sont également ses actionnaires. Les opérations commerciales effectuées, au courant de l'exercice, avec les partenaires et agents associés aux activités de la Compagnie et les soldes des montants dus aux intéressés ou à recouvrer auprès d'eux à la clôture de l'exercice se présentent comme suit:

	2008 US\$	2007 US\$
i) Opérations effectuées avec les partenaires		
Primes brutes encaissées:		
- Actionnaires	6.596.231	5.551.827
Sinistres payés		
- Actionnaires	1.434.868	2.222.597
	=====	=====
ii) Rémunération des Administrateurs		
Jetons de présence des Administrateurs	46.650	41.550
Autres rétributions (indemnités quotidiennes de subsistance)	56.737	62.590
	-----	-----
	103.387	104.140
	=====	=====
iii) Rémunération des Responsables de la Compagnie		
Salaires et autres avantages à court terme rattachés à la fonction	382.838	410.556
benefits		
Indemnités	85.875	67.222
	-----	-----
	468.713	477.778
	=====	=====
iv) Soldes dus par les Partenaires et agents associés aux activités de la Compagnie		
Primes à percevoir des partenaires associés	805.821	371.504
Crédits automobile et autres facilités consenties au personnel	194.159	270.193

33 Incertitude des opinions comptables critiques et des principales sources d'estimation

La Compagnie fait des estimations et émet des hypothèses qui conditionnent les montants enregistrés des éléments de l'actif et du passif dans le prochain exercice. Les estimations et les opinions sont évaluées en permanence et se fondent sur l'expérience historique et sur d'autres facteurs, y compris les anticipations des événements à venir qui s'avèrent rationnels au regard des circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Incertitude des principales sources d'estimation

Dans les lignes suivantes figurent les principales hypothèses concernant le futur, et l'incertitude des différentes sources d'estimation à la date de clôture du bilan, qui comportent un risque important susceptible d'entraîner un ajustement des montants de report des comptes de l'actif et du passif au courant du prochain exercice.

L'engagement définitif découlant des sinistres à payer dans le cadre des contrats de réassurance

Annexes aux Etats Financiers (suite)

La principale hypothèse qui sous-tend les techniques appliquées dans le cadre de l'estimation du présent engagement repose sur l'expérience acquise par la Compagnie. En effet, la Compagnie peut, à partir de son expérience des sinistres précédents, projeter la tendance des sinistres futurs et déterminer les coûts définitifs des sinistres. Ces méthodes permettent par conséquent d'extrapoler l'extension des dommages payés et survenus, les coûts moyens par sinistres et par nombres de sinistres sur la base de la tendance observée les années précédentes et des ratios de pertes survenues, les coûts moyens par sinistre et les nombres de sinistres à partir de la tendance observée des années précédentes et des ratios des dommages escomptés. La tendance historique des sinistres est analysée sur les années. Le jugement de qualité qui vient s'y ajouter est utilisé pour évaluer le seuil à partir duquel les tendances passées ne peuvent pas s'appliquer dans l'avenir (par exemple pour ressortir les événements qui ne se produisent que de manière exceptionnelle, les changements des facteurs externes ou des règles de jeu du marché telles que les attitudes du grand public vis à vis des sinistres, les conjonctures économiques, les niveaux de gonflement des sinistres, les décisions de justice et la réglementation, ainsi que les facteurs internes tels que la structure des portefeuilles, les conditions de souscription des polices et les procédures de gestion des sinistres) pour parvenir à l'estimation des coûts définitifs des sinistres qui présente un chiffre effectif avoisinant la gamme des chiffres définitifs en prenant en compte toutes les incertitudes évoquées. La marge d'infléchissement négatif peut également être incorporée dans la valorisation de la responsabilité civile

Pertes de dépréciation

A la date de l'établissement du bilan, la Compagnie retouche les montants de report de ses actifs corporels et incorporels en vue de déterminer les indices concrets de dépréciation des éléments d'actif. En cas de mise en évidence des indices de dépréciation, l'on procède à la détermination du montant de reprise de l'élément d'actif en vue de fixer l'ampleur de la perte de dépréciation. S'il s'avère que la détermination du montant de reprise d'un élément d'actif particulier n'est pas possible, la Compagnie évalue le montant de reprise de l'élément générateur de revenu auquel appartient l'immobilisation concernée.

Durée d'utilisation effective des Immobilisations

La Compagnie reconsidère la durée d'utilisation effective des immobilisations à la clôture de chaque exercice considéré.

34 Objectifs et principes de gestion des risques

Les activités de la Compagnie exposent cette dernière à toute une multitude de risques financiers au nombre desquels le risques de réassurance, le risque financier proprement dit, le risque de crédit, et les effets résultats des changements de valeur des éléments d'actif, de la dette et des prix du marché des actions, du taux de change des devises étrangères et des taux d'intérêt bancaires. Le programme global de la Compagnie en matière de gestion des risques privilégie avant tout la détermination et la gestion des risques et s'active à réduire au strict minimum les effets négatifs éventuels sur les résultats financiers, les principes généraux et les plafonds des capacités de souscription, la planification des rétrocessions, les critères de solvabilité qui régissent l'acceptation des clients, et les critères arrêtés en matière d'agrément des intermédiaires (courtiers) et des rétrocessionnaires. Les mécanismes de placements des fonds et d'investissement permettent de gérer les liquidités et de rechercher à réaliser le maximum de profit dans un niveau acceptable de risque associé aux taux d'intérêt

La politique de la Compagnie en matière de gestion des risques est la suivante :

Risque de réassurance

Le risque auquel une Compagnie est exposée, dans le cadre d'un contrat de réassurance est la survenance d'un événement assuré ainsi que l'incertitude entourant le montant découlant du sinistre. De la nature même du contrat de réassurance, le risque n'est pas facile à prédire.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

Objectifs et principes de gestion des risques (Suite)

Risque de réassurance (Suite)

Dans le cas d'espèce du portefeuille des contrats de réassurance où la théorie de la probabilité s'applique à l'élaboration du tarif et à la constitution de la provision, le principal risque auquel se trouve confrontée la Compagnie est de voir les paiements des dommages – intérêts dépasser le montant de report prévu pour la couverture du contrat de réassurance. Ceci pourrait arriver au cas où la fréquence et la gravité des dommages-intérêts réels s'avèrent supérieurs aux prévisions. Dans le secteur des assurances, les accidents ne sont pas faciles à prédire et le nombre des accidents et le montant des dommages- intérêts varient d'une année à l'autre, partant d'un palier bien défini en utilisant les techniques statistiques de projection.

L'expérience tend à confirmer que plus grand est le portefeuille des contrats de réassurance du même ordre, plus réduite sera la variabilité relative des résultats escomptés. Par ailleurs, un portefeuille plus diversifié est moins susceptible de subir, de fond en comble, les répercussions d'un changement concernant un sous-ensemble du portefeuille. La Compagnie a mis sur pied sa stratégie de souscription des contrats de réassurance fondée sur la diversification du type de risques d'assurance acceptés. Les facteurs responsables de l'aggravation du risque englobent la non diversification des risques au regard du type et du montant du risque, de son emplacement géographique et du secteur d'activité couvert.

Exercice clôturé au 31 décembre 2008

Catégorie de risque		Perte maximale assurée			Total
		US\$ 0m - US\$ 0,5m	US\$ 0.5m - US\$ 1m	US\$ 1m - US\$ 12m	
Assurances générales					
Immobilier	Brut	5.553.866	-	2.187.624	7.741.490
	Net	3.530.173	-	1.098.803	4.628.976
Accidents corporels	Brut	4.053.250	-	-	4.053.250
	Net	3.849.936	-	-	3.849.936
Automobile	Brut	2.909.973	-	-	2.909.973
	Net	2.930.715	-	-	2.930.715
Assurance Maritime & Aérienne	Brut	1.815.136	-	-	1.815.136
	Net	1.750.684	-	-	1.750.684
Assurance Vie	Brut	5.319.347	-	-	5.319.347
	Net	5.319.347	-	-	5.319.347
Total	Brut	19.651.572	-	2.187.624	21.839.196
	Net	17.380.855	-	1.098.803	18.479.658

La concentration par secteur ou par perte maximale assurée à la clôture de l'exercice est largement conforme au précédent exercice.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

Exercice clôturé au 31 décembre
2007

Catégorie de risque		Perte maximale assurée			Total	
		US\$ 0m - US\$ 0,5m	US\$ 0.5m - US\$ 1m	US\$ 1m - US\$ 12m		
Assurances générales	Accidents corporels	Brut	7.928.179	516.500	1.169.142	9.613.821
		Net	6.365.830	176.488	165.434	6.707.752
Accidents corporels		Brut	2.679.432	-	-	2.679.432
		Net	2.638.711	-	-	2.638.711
Assurance Maritime & Aérienne		Brut	4.658.975	-	-	4.658.975
		Net	4.618.534	-	-	4.618.534
Automobile		Brut	1.028.201	-	-	1.028.201
		Net	965.609	-	-	965.609
Assurance Vie		Brut	1.996.566	-	-	1.996.566
		Net	1.996.566	-	-	1.996.566
Total		Brut	18.291.353	516.500	1.169.142	19.976.995
		Net	16.585.250	176.488	165.434	16.927.172

La concentration par secteur ou par perte maximale assurée à la clôture de l'exercice est largement conforme au précédent exercice.

34 Objectifs et principes de gestion des risques (Suite)

II) Risque financier

La Compagnie est exposée au risque financier à travers ses actifs financiers, ses engagements financiers (passif financier), à savoir les contrats de placements et les emprunts, les avoirs en réassurance et les obligations en réassurance. Le principal risque financier procède surtout du fait que le produit des actifs financiers pourrait ne pas être en mesure de financer les engagements découlant des contrats d'assurance et de placement. Au nombre des facteurs les plus importants du risque financier figurent le risque des taux d'intérêt, le risque d'estimation de la valeur sociale nette, le risque monétaire, et la risque de solvabilité.

Les risques découlant des situations ouvertes des taux d'intérêt, de la monnaie et des produits de la valeur sociale nette qui, dans l'ensemble, sont exposés aux mouvements généraux et spécifiques du marché. Les risques auxquels la Compagnie est principalement exposée en raison de ses placements et de ses engagements sont le risque des taux d'intérêt et le risque d'autonomie financière.

La Compagnie gère ces situations au sein d'un cadre de gestion des éléments de l'actif et du passif élaboré en vue d'obtenir des revenus de placement à long terme en sus de ses engagements dans le cadre des contrats d'assurances et de placements.

La Compagnie n'a pas modifié les procédures adoptées en matière de gestion des risques datant des précédents exercices. Les notes explicatives ci-dessous exposent les modalités de gestion des risques financiers en s'inspirant des catégories utilisées dans le cadre de la gestion des éléments de l'actif et du passif.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

Objectifs et principes de gestion des risques (Suite)

Contrats de réassurance à court terme

La Compagnie réassure des risques à court terme et finance les créances de réassurance avec un portefeuille de fonds propres et de cautionnement aux fins de couverture du risque du marché. La Compagnie a, au cours de l'exercice, renforcé la portion des actifs financiers placés dans les cautionnements en vue d'atténuer l'impact de l'instabilité des valeurs des titres de participation que l'on a connue ces dernières années. L'analyse des actifs financiers de la Compagnie et des créances de réassurance à court terme se présente comme suit:

	2008 US\$	2007 US\$
Actifs Financiers		
Portefeuille – actifs destinés à la vente	2.092.169	1.023.369
Créances découlant des contrats de réassurance	6.061.923	7.523.214
Dépôts chez les Compagnies cédantes	1.767.078	1.359.445
Effets publics arrivés à terme	8.479.856	10.995.175
Liquidités auprès d'établissements financiers	34.103.602	20.634.850
Banque et Caisse	172.750	1.193.170
	<hr/>	<hr/>
Total	52.677.378	42.729.223
	=====	=====
Créances de réassurance		
Créances découlant des contrats de réassurance	14.495.000	12.529.589
Créances découlant des régimes de rétrocession	4.815.712	5.556.836
Dépôts dus aux rétrocessionnaires	291.710	212.193
	<hr/>	<hr/>
Total	19.602.422	18.298.618
	=====	=====

Les créances découlant des contrats de réassurance à court terme ne sont pas, à franchement parler, stratégiques au niveau des taux d'intérêt du marché, compte tenu du fait qu'elles ne sont pas escomptées et qu'elles ne produisent pas d'intérêt sur le plan contractuel.

La durée moyenne des créances est calculée sur la base des données historiques des sinistres en vue de déterminer le type de règlement escompté pour les sinistres découlant des contrats de réassurance en vigueur à la date du bilan (aussi bien pour les sinistres survenus que pour les sinistres à venir découlant des risques en cours de validité à la date du bilan). Les durées moyennes pour les deux exercices 2006 et 2007 sont inférieures à 1 année.

Le tableau suivant indique les échéances contractuelles des mouvements de trésorerie des comptes de l'actif et du passif y compris dans le cadre de la gestion des éléments de l'actif et du passif au titre de la gestion des contrats de réassurance à court terme à la date du 31 décembre 2008:

Annexes aux Etats Financiers (suite)

34 Objectifs et principes de gestion des risques (Suite)

Risque financier (Suite)

(b) Contrats de réassurance à court terme (Suite)

Le tableau suivant indique les échéances contractuelles des mouvements de trésorerie des comptes de l'actif et du passif y compris dans le cadre de la gestion des éléments de l'actif et du passif au titre de la gestion des contrats de réassurance à court terme à la date du 31 décembre 2007:

	Montant Total au 31.12.2007	Echéance Non fixée	Mouvements de trésorerie contractuels (non escomptés)				
			0-1 année	1-2 années	2-3 années	3-4 années	> 5 années
Actifs financiers							
Financial assets	31.12.2007	Non fixée	0-1 année	1-2 années	2-3 années	3-4 années	> 5 années
Portefeuille – actions destiné à la vente	1.023.369	1.023.369	-	-	-	-	-
Créances découlant des contrats de réassurance	7.523.214	-	7.523.214	-	-	-	-
Dépôts chez les Compagnies cédantes	1.359.445	-	679.722	679.723	-	-	-
Effets publics arrivés à terme	10.995.175	-	9.797.513	-	195.564	650.832	351.267
Liquidités auprès d'établissements financiers	20.634.850	-	20.316.700	-	-	-	318.150
Banque et Caisse	1.193.170	-	1.193.170	-	-	-	-
Total	42.729.223	1.023.369	39.510.319	679.723	195.564	650.832	669.417
Créances de réassurance							
Créances découlant des contrats de réassurance	12.529.589	-	5.262.427	5.011.836	1.754.142	250.592	250.592
Créances découlant des régimes de rétrocession	5.556.836	-	5.556.836	-	-	-	-
Dépôts dus aux rétrocessionnaires	212.193	-	106.097	106.096	-	-	-
Total	18.298.618	-	10.925.360	5.117.932	1.754.142	250.592	250.592

Annexes aux Etats Financiers (suite)

34 Objectifs et principes de gestion des risques (Suite)

IV) Risque des taux d'intérêt élevés

L'exposition aux actifs instables est gérée par l'utilisation d'une courbe de rendement en vue de s'assurer que la Compagnie n'a pas procédé à des placements à faible intérêt dans un environnement aux intérêts élevés.

La Compagnie dispose d'un comité d'investissements/de placements qui définit les grandes orientations permettant de réduire l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

La Direction générale de la Compagnie suit de manière systématique l'instabilité des mouvements des taux d'intérêt sur une base mensuelle, à travers l'évaluation des changements prévus dans différents portefeuilles, des suites d'un mouvement parallèle de plus de 10 points de pourcentage dans toutes les courbes de rendement des éléments de l'actif et du passif financiers. Ces expositions analysées de manière séparée indiquent l'exposition générale de la Compagnie aux instabilités des taux d'intérêt pris en compte dans le cadre de gestion des éléments de l'actif et du passif de la Compagnie et de son impact dans les pertes et les profits réalisés dans ses activités.

La note 18 révèle le taux d'intérêt moyen pondéré sur les placements portant sur le principal.

V) Risque monétaire

Les activités de la Compagnie couvrent plusieurs pays, ce qui l'expose aux risques de fluctuation monétaire. La politique de la Compagnie consiste à réduire au strict minimum le risque monétaire, et c'est la raison pour laquelle tous ses éléments d'actifs ainsi que ses obligations sous-jacentes sont libellés dans la même monnaie ou dans les principales monnaies convertibles.

VI) Risque de liquidité

Les ressources financières de la Compagnie peuvent à tout moment être sollicitées en vue de régler les sinistres réassurés ou payer les primes rétrocédées. La Compagnie s'assure que la gestion des échéances de remboursement des fonds placés est rationnelle et permet de disposer des ressources suffisantes pour régler les sinistres lors de leur survenance.

L'analyse des échéances contractuelles des créances financières de la Compagnie figurent dans le tableau ci après:

Annexes aux Etats Financiers (suite)

Objectifs et principes de gestion des risques (Suite)

	31 décembre 2008				31 décembre 2007			
	6 mois ou sur demande	Entre 6 mois et 1 année	Plus d'une année	Total	6 mois ou sur demande	Entre 6 mois et 1 année	Plus d'une année	Total
Créances de réassurance								
Créances découlant des contrats de réassurance	1.829.926	1.829.927	-	3.659.853	2.070.734	2.070.733	-	4.141.467
Dépôts dus aux rétrocessionnaires	145.855	145.855	-	291.710	106.096	106.106	-	212.193
Total	1.975.781	1.975.782	-	3.951.563	2.176.830	2.176.830	-	4.353.660

Gestion des fonds propres de la Compagnie

La Compagnie dispose d'une structure de capital solide, constituée des cotisations des actionnaires et des emprunts compatibles avec son profil du risque et les exigences des marchés et de l'industrie des assurances.

Les objectifs de la Compagnie en matière de gestion de ses fonds propres sont les suivants:

- Compenser la structure de l'actif et du passif en prenant en compte les risques inhérents à la profession;
- Préserver l'assise financière de la Compagnie aux fins de renforcement de la croissance des nouvelles activités; satisfaire les exigences des réassurés et des institutions spécialisées en notation de la solvabilité des établissements financiers;
- Maintenir l'élasticité des ressources financières en renforçant la liquidité de la Compagnie et en accédant aux marchés des capitaux;
- Allouer les capitaux sur la base de l'efficacité en vue de soutenir la croissance de la Compagnie;
- Préserver la viabilité de la Compagnie pour qu'elle continue à rétribuer le revenu de placement aux Actionnaires et à reverser les bénéfices aux autres parties prenantes; et
- Présenter aux actionnaires les résultats satisfaisants en proposant, pour les contrats de réassurance, des tarifs de couverture en conformité avec l'envergure du risque.

Annexes aux Etats Financiers (suite)

L'un des aspects importants de l'ensemble des procédures de gestion des fonds propres de la Compagnie consiste à fixer le taux de rentabilité du contrat en fonction du risque ciblé. Ces procédures concordent avec les objectifs arrêtés par la Compagnie en matière de performance et lui permettent de maintenir le cap sur la création des bénéfices pour les actionnaires.

La Compagnie dispose d'un certain nombre de sources de capitaux facilement accessibles et cherche à utiliser au mieux son endettement par rapport à la structure du capital pour s'assurer qu'elle peut systématiquement maximiser les revenus de placement à reverser aux Actionnaires. La Compagnie prend en compte aussi bien ses sources traditionnelles de financement que les sources alternatives de capitaux au nombre desquelles les rétrocessions, le cas échéant, lors de l'évaluation de son exploitation et de l'utilisation de ses fonds propres. Dans le cadre de la gestion de ses ressources financières, la Compagnie considère comme capitaux, tout élément remplissant les conditions de capital.

La constitution des capitaux gérés par la Compagnie se présente comme suit:

	2008 USD	2007 USD
Capital social	29.998.013	12.808.863
Prime d'émission d'actions	322.899	-
Excédent de réévaluation	-	11.830
Réserve estimée à la valeur réelle	(908.597)	(32.278)
Bénéfices non redistribués	1.910.269	10.602.399
	<hr/>	<hr/>
Fonds propres	31.322.584	23.390.814
	-	-
	<hr/>	<hr/>
Endettement net	-	-
	<hr/>	<hr/>
Fonds propres	31.322.584	23.390.814
	<hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/>
Taux d'endettement	0%	0%

Compte des Résultats d'Exploitation

Annexe I

Branche d'assurance	2008				2007			
	Incendie & Accidents		Risques Maritimes & Aériens		Incendie & Accidents		Risques Maritimes & Aériens	
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Primes brutes souscrites	33.491.705	4.957.210	7.537.584	45.986.500	28.797.171	5.253.077	3.873.316	37.923.564
Changements du chiffre d'affaire brut	(1.539.553)	95.860	(554.748)	(1.998.441)	(1.006.164)	(633.132)	(177.399)	(1.816.695)
Primes brutes encaissées	31.952.152	5.053.070	6.982.836	43.988.059	27.791.007	4.619.925	3.695.917	36.106.869
Moins: primes de rétrocession	(8.647.348)	(446.609)	-	(9.093.958)	(7.883.602)	(503.026)	-	(8.386.629)
Primes nettes encaissées	23.304.804	4.606.461	6.982.836	34.894.101	19.508.401	4.116.919	3.695.917	27.720.240
Sinistres réglés	12.883.396	1.452.196	5.303.308	19.638.902	12.874.663	1.210.742	2.037.001	16.122.406
Changements du règlement des sinistres	932.030	930.270	103.111	1.965.411	4.077.565	(182.541)	(40.435)	3.854.589
Moins : montants remboursables rétrocessionnaires	(3.053.596)	(71.058)	-	(3.124.654)	(2.987.231)	(62.592)	-	(3.049.823)
Sinistres nets survenus	10.761.830	2.311.408	5.406.419	18.479.657	13.964.997	965.609	1.996.566	16.927.172
Commissions de courtage à recevoir	(2.834.908)	(121.357)	-	(2.956.265)	(2.800.370)	(192.137)	-	(2.992.507)
Commissions de courtage à payer	8.802.211	1.510.196	1.392.374	11.704.781	7.832.855	1.570.110	623.777	10.026.742
Impôts & taxes	151.844	28.672	2.507	183.024	115.020	23.095	-	138.115
Frais de gestion	2.399.759	355.196	540.086	3.295.040	2.011.538	366.937	270.559	2.649.034
Total des dépenses & commissions	8.518.906	1.772.707	1.934.967	12.226.580	7.159.043	1.768.005	894.336	9.821.384
Bénéfice/ (perte) de souscription	4.024.068	522.346	(358.550)	4.187.864	(1.216.634)	1.383.305	805.015	971.686
Ratios clés:	%	%	%	%	%	%	%	%
Ratio de perte (sinistres nets encaissées)	46,2	50,2	77,4	53,0	69,5	23,4	54,0	60,05
Ratio des commissions brutes souscrites (commissions à payer/brutes souscrites)	26,3	30,5	18,5	25,5	27,2	29,9	16,1	26,4
Ratio des dépenses brutes souscrites (frais de gestion / primes brutes souscrites)	7,2	7,2	7,2	7,2	7,0	7,0	7,0	7,0

CAPITAL ENTIÈREMENT LIBÈRE ET DROIT DE VOTE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOTURE AU 31 DÉCEMBRE 2008

Annexe II

Pays/ institution	Actionnaire	2008		2007	
		Capital Actions	Actions libérées et Droit de vote	Capital Actions US\$	Actions libérées et Droit de vote
Burundi	SOCABU	383.530	1,28	136.400	1,06
	Assurances Bicolor	194.986	0,65	111.820	0,87
Kenya	Kenya Reinsurance Corporation	7.656.293	25,52	2.728.000	21,30
	Gouvernement of Kenya	492.417	1,64	238.700	1,86
	Blue Shield Insurance Company	447.464	1,49	249.612	1,95
	Mayfair Insurance Company	604.526	2,02	126.360	0,99
	Apollo Insurance Company	124.984	0,42	69.000	0,54
Maurice	Gouvernement de Maurice	261.161	0,87	136.400	1,06
Mozambique	EMOSE	306.320	1,02	109.120	0,85
Rwanda	République du Rwanda	3.266.442	10,89	1.754.352	13,70
	SONARWA	140.055	0,47	76.533	0,60
	SORAS	506.223	1,69	8.920	0,07
Soudan	Gouvernement du Soudan	1.748.743	5,83	968.440	7,56
	United Insurance Company	266.790	0,89	136.400	1,06
	Sheikan Ins. & Reins.	347.701	1,16	170.500	1,33
	Juba Insurance Company	316.425	1,05	136.400	1,06
Tanzanie	NIC(T)	1.921.807	6,41	1.050.280	8,20
	ZIC	127.670	0,43	68.200	0,53
PPF	PPF	1.232.886	4,11	682.000	5,32
Ouganda	NIC(U)	127.663	0,43	68.200	0,53
	Lion Assurance (U)	113.845	0,38	68.200	0,53
	SWIC	217.018	0,72	98.525	0,77
Zambie	ZSIC	600.919	2,00	364.510	2,85
	ZSIC – Pension Trust	1.350.702	4,50	300.000	2,34
	Government of Zambia	1.417.187	4,72	613.800	4,79
PTA Bank	PTA Bank	2.527.498	8,43	841.588	6,57
Zimbabwe	ZIM-RE	445.833	1,49	272.800	2,13
Madagascar	NY Havana	240.721	0,80	131.574	1,03
R.D. Congo	SONAS	125.660	0,42	68.200	0,53
Erythrée	NICE	870.370	2,90	391.000	3,05
Djibouti	Gouvernement de Djibouti	1.263.602	4,21	428.429	3,34
COMESA	Secrétariat du COMESA	350.570	1,17	204.600	1,60
Total		29.998.011	100,00	12.808.863	100,00



